



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 5\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebam 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS	
As três séries . . . Ano 360\$	Semestre 200\$
A 1. ^a série 140\$	80\$
A 2. ^a série 120\$	70\$
A 3. ^a série 120\$	70\$
Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio	

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.^º do Decreto-Lei n.^º 37 101, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.^º 39 271 — Aprova, para ratificação, o Acordo de Revisão e Renovação do Acordo Internacional do Trigo, assinado em Washington a 13 de Abril de 1953.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.^º 39 271

Usando da faculdade conferida pela 2.^a parte do n.^º 2.^º do artigo 109.^º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte :

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo de Revisão e Renovação do Acordo Internacional do Trigo, assinado em Washington a 13 de Abril de 1953, cujo texto em francês e respectiva tradução são os seguintes :

Accord portant révision et renouvellement de l'Accord International sur le Blé

Les Gouvernements signataires du présent Accord, Attendu que l'Accord International sur le Blé, ouvert à la signature à Washington le 23 mars 1949, a été conclu dans le but de surmonter les sérieuses difficultés causées aux producteurs et aux consommateurs par de lourds excédents comme par de graves pénuries de blé, et

Attendu qu'il est souhaitable que l'Accord International sur le Blé soit renouvelé, avec certaines modifications, pour une nouvelle période, et

Ayant décidé de conclure à cet effet le présent Accord portant révision et renouvellement de l'Accord International sur le Blé,

Sont convenus de ce qui suit :

PREMIÈRE PARTIE

Generalités

ARTICLE I

Objet

Le présent Accord a pour objet d'assurer des approvisionnements de blé aux pays importateurs et des marchés de blé aux pays exportateurs, à des prix équitables et stables.

ARTICLE II

Définitions

1. Aux fins du présent Accord:

«Comité Consultatif des Equivalences de Prix» désigne le Comité constitué en vertu de l'article xv.

«Boisseau» équivaut à soixante livres avoirdupois. «Frais de détention» désigne les frais de magasinage, d'intérêt et d'assurance encourus par le détenteur du blé.

«C. et F.» signifie coût et fret.

«Conseil» désigne le Conseil International du Blé constitué par l'article XIII.

«Année agricole» désigne la période 1^{er} août au 31 juillet, sauf à l'article VII, où ce terme désigne, pour l'Australie, la période du 1^{er} décembre au 30 novembre, et, pour les Etats-Unis d'Amérique, la période du 1^{er} juillet au 30 juin.

«Comité Exécutif» désigne le Comité constitué par l'article XIV.

«Pays exportateur» désigne, suivant le contexte, soit (i) le Gouvernement d'un pays figurant à l'annexe B de l'article III qui a accepté le présent Accord ou y a accédé et ne s'en est pas retiré, soit (ii) ce pays lui-même et les territoires auxquels s'appliquent les droits et obligations que son Gouvernement a assumés aux termes du présent Accord.

«F. A. Q.» signifie qualité moyenne marchande.

«F. O. B.» signifie franco bord navire de mer.

«Quantité garantie» désigne, lorsque cette expression se rapporte à un pays importateur, ses achats garantis pour une année agricole donnée, et, lorsqu'elle se rapporte à un pays exportateur, ses ventes garanties pour une année agricole donnée.

«Pays importateur» désigne, suivant le contexte, soit (i) le Gouvernement d'un pays figurant à l'annexe A de l'article III qui a accepté le présent Accord ou y a

accédé et ne s'en est pas retiré, soit (ii) ce pays lui-même et les territoires auxquels s'appliquent les droits et obligations que son Gouvernement a assumés aux termes du présent Accord.

«Frais de marché» désigne tous les frais usuels d'acquisition, de marché, d'affrètement, ainsi que les frais du transitaire.

«Tonne métrique» équivaut à 36,74371 boisseaux.

«Blé de l'ancienne récolte» désigne le blé récolté plus de deux mois avant le début de l'année agricole en cours par le pays exportateur intéressé.

«Territoire», lorsque cette expression se rapporte à un pays exportateur ou à un pays importateur, désigne tout territoire auquel s'appliquent les droits et les obligations que le Gouvernement de ce pays a assumés aux termes du présent Accord, conformément aux dispositions de l'article xxiii.

«Transaction» désigne, suivant le contexte, une vente pour importation dans un pays importateur, de blé exporté ou destiné à être exporté par un pays exportateur, ou la quantité de ce blé ainsi vendu. Lorsqu'il est question dans le présent Accord d'une transaction entre un pays exportateur et un pays importateur, il est entendu que ce terme désigne non seulement les transactions entre le Gouvernement d'un pays exportateur et le Gouvernement d'un pays importateur, mais aussi les transactions entre négociants et les transactions entre un négociant et le Gouvernement d'un pays exportateur ou d'un pays importateur. Dans cette définition, le terme Gouvernement est considéré comme désignant le Gouvernement de tout territoire auquel s'appliquent les droits et obligations que tout Gouvernement assume en acceptant le présent Accord ou en y accédant en vertu de l'article xxiii.

«Engagement non rempli» désigne, lorsqu'il s'agit d'un pays exportateur, la différence entre les quantités inscrites au compte dudit pays dans les registres du Conseil pour une année agricole donnée, conformément aux dispositions de l'article iv, et les ventes garanties de ce pays; et, lorsqu'il s'agit d'un pays importateur, la différence entre les quantités inscrites au compte dudit pays dans les registres du Conseil pour une année agricole donnée, conformément aux dispositions de l'article iv, et telle portion de ses achats garantis pour ladite année agricole qu'il est en droit d'acheter, à un moment donné, compte tenu du paragraphe 9 de l'article iii.

«Blé» désigne le blé en grain et, sauf à l'article vi, la farine de blé¹.

2. Sauf décision contraire du Conseil, soixante-douze unités en poids de farine de blé sont considérées comme équivalentes à cent unités en poids de blé en grain, dans tous les calculs relatifs aux achats garantis ou aux ventes garanties.

¹ «Blé» signifie «froment»; «farine de blé» signifie «farine de froment».

DEUXIÈME PARTIE

Droits et obligations

ARTICLE III

Achats garantis et ventes garanties

1. Les quantités de blé figurant à l'annexe A du présent article pour chaque pays importateur représentent, sous réserve de toute augmentation ou réduction effectuées conformément aux dispositions de la troisième partie du présent Accord, les achats garantis de

ce pays pour chacune des trois années agricoles couvertes par le présent Accord.

2. Les quantités de blé figurant à l'annexe B du présent article pour chaque pays exportateur représentent, sous réserve de toute augmentation ou réduction effectuées conformément aux dispositions de la troisième partie du présent Accord, les ventes garanties de ce pays pour chacune des trois années agricoles couvertes par le présent Accord.

3. Les achats garantis d'un pays importateur représentent la quantité maximum de blé que le Conseil, sous réserve de déduction du montant des transactions inscrites dans ses registres, conformément aux dispositions de l'article iv, au titre de ces achats garantis,

(a) Peut demander à ce pays importateur, aux termes de l'article v, d'acheter aux pays exportateurs à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou

(b) Peut demander aux pays exportateurs, aux termes de l'article v, de vendre à ce pays importateur à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

4. Les ventes garanties d'un pays exportateur représentent la quantité maximum de blé que le Conseil, sous réserve de déduction du montant des transactions inscrites dans ses registres, conformément à l'article iv, au titre de ces ventes garanties,

(a) Peut demander à ce pays exportateur, aux termes de l'article v, de vendre aux pays importateurs à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou

(b) Peut demander aux pays importateurs, aux termes de l'article v, d'acheter à ce pays exportateur à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

5. Si un pays importateur éprouve des difficultés à exercer son droit d'acheter la quantité correspondant à ses engagements non remplis à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, ou bien si un pays exportateur éprouve des difficultés à exercer son droit de vendre la quantité correspondant à ses engagements non remplis à des prix compatibles avec les prix minima ainsi stipulés ou déterminés, il pourra recourir à la procédure prévue à l'article v.

6. Aux termes du présent Accord, les pays exportateurs ne sont soumis à aucune obligation de vendre du blé, à moins qu'ils ne soient requis de le faire, comme prévu à l'article v, à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article. Aux termes du présent Accord, les pays importateurs ne sont soumis à aucune obligation d'acheter du blé, à moins qu'ils ne soient requis de le faire, comme prévu à l'article v, à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article vi ou déterminés en vertu des dispositions dudit article.

7. La quantité de farine de blé que fournira le cas échéant le pays exportateur et qu'acceptera le pays importateur, au titre de leurs quantités garanties respec-

tives, sera, sous réserve des dispositions de l'article V, déterminée par accord entre le vendeur et l'acheteur, pour chaque transaction.

8. Les pays exportateurs et les pays importateurs sont libres de remplir leurs engagements au titre de leurs quantités garanties par les voies du commerce privé ou autrement. Aucune disposition du présent

Accord ne sera interprétée comme dispensant un négociant privé de se conformer aux lois ou règlements auxquels il est soumis par ailleurs.

9. Aucun pays importateur n'achètera, au titre du présent Accord, sans la permission du Conseil, plus de 90 pour cent de sa quantité garantie pour toute année agricole ayant le 28 février de ladite année agricole.

Annexe A de l'article III

Achats garantis

Année agricole 1er août au 31 juillet	Milliers de tonnes métriques			Équivalent en boisseaux pour chaque année agricole
	1953/1954	1954/1955	1955/1956	
Allemagne (République Fédérale d')	1.500	1.500	5.500	55.115.565
Arabie Saoudite	80	80	60	2.204.623
Autriche	250	250	250	9.185.927
Belgique	615	615	615	22.597.382
Bolivie	95	95	95	3.490.652
Brésil	860	860	860	13.227.736
Ceylan	255	255	255	9.369.646
Costa Rica	35	35	35	1.286.030
Cuba	202	202	202	7.422.229
Danemark	50	50	50	1.837.185
Egypte	400	400	400	14.697.484
Equateur	95	95	95	1.286.030
Espagne	145	145	145	5.327.838
Grèce	850	850	850	12.860.299
Guatemala	25	25	25	918.593
Haiti	45	45	45	1.653.467
Honduras	15	15	15	551.156
Inde	1.500	1.500	1.500	55.115.565
Indonésia	142	142	142	5.917.807
Irlande	275	275	275	10.104.520
Islande	11	11	11	404.181
Israël	215	215	215	7.899.898
Italie	850	850	850	31.232.154
Japon	1.000	1.000	1.000	86.743.710
Liban	75	75	75	2.755.778
Libéria	2	2	2	73.487
Mexique	415	415	415	15.248.640
Nicaragua	10	10	10	367.437
Norvège	230	230	230	8.451.058
Nouvelle-Zélande	160	160	160	5.878.984
Panama	20	20	20	734.874
Pays-Bas	675	675	675	24.802.004
Pérou	185	185	185	6.797.586
Philippines	236	236	236	8.671.515
Portugal	175	175	175	6.430.149
République Dominicaine	20	26	26	955.336
Royaume-Uni	4.819	4.819	4.819	177.087.939
Salvador	20	20	20	734.874
Suède	25	25	25	918.593
Suisse	215	215	215	7.899.898
Union Sud-Africaine	320	320	320	11.757.987
Vénézuela	170	170	170	6.246.431
<i>Total (42 pays)</i>	16.208	16.208	16.208	595.542.052

Annexe B de l'article III

Ventes garanties

Année agricole 1er août au 31 juillet	Milliers de tonnes métriques			Équivalent en boisseaux pour chaque année agricole
	1953/1954	1954/1955	1955/1956	
Australie ¹	2.041	2.041	2.041	75.000.000
Canada	6.804	6.804	6.804	250.000.000
États-Unis d'Amérique	7.353	7.353	7.353	270.174.615
France	10	10	10	367.437
<i>Total</i>	16.208	16.208	16.208	595.542.052

¹ Si, en raison d'une récolte insuffisante, l'Australie invoque les dispositions de l'article X, il sera reconnu que, du fait de leur situation géographique, certains marchés dépendent traditionnellement de l'Australie pour satisfaire leurs besoins en blé en grain et en farine de blé. La nécessité de satisfaire à ces besoins constitue l'un des facteurs dont le Conseil tiendra compte pour déterminer l'aptitude de l'Australie à effectuer livraison pour une année agricole quelconque de ses ventes garanties aux termes du présent Accord.

ARTICLE IV

Enregistrement des transactions au titre des quantités garanties

1. Le Conseil tient, pour chaque année agricole, les registres des transactions et parties de transactions en blé qui font partie des quantités garanties figurant aux annexes A et B de l'article III.

2. Une transaction ou partie de transaction en blé en grain conclue entre un pays exportateur et un pays importateur est inscrite dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties de ces pays pour une année agricole:

(a) À condition (i) que le prix ne soit ni supérieur au maximum ni inférieur au minimum stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article pour cette année agricole, et (ii) que le pays exportateur et le pays importateur ne soient pas convenus que cette transaction ne doit pas être imputée sur leurs quantités garanties; et

(b) Dans la mesure où (i) le pays exportateur et le pays importateur intéressés ont l'un et l'autre des engagements non remplis pour cette année agricole, et où (ii) la période de chargement spécifiée dans la transaction est comprise dans cette année agricole.

3. Une transaction ou partie de transaction portant sur l'achat ou la vente de blé peut de plein droit être consignée dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties des pays exportateurs et importateurs intéressés, conformément aux conditions stipulées dans le présent article, même si ladite transaction a été conclue avant que les deux pays ou l'un d'entre eux aient déposé leurs instruments d'acceptation du présent Accord.

4. Si un contrat commercial ou un accord gouvernemental sur la vente et l'achat de farine de blé stipule — ou si le pays exportateur et le pays importateur intéressés informeront le Conseil qu'ils sont convenus —, que le prix de ladite farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'équivalent en blé en grain de cette farine de blé sera, sous réserve des conditions prescrites aux alinéas (a) (ii) et (b) du paragraphe 2 du présent article, inscrit dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties de ces pays. Si le contrat commercial ou l'accord gouvernemental ne contient pas de stipulation de cette nature, et si le pays exportateur et le pays importateur intéressés ne reconnaissent pas que le prix de la farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'un ou l'autre de ces pays pourra, à moins qu'ils ne soient convenus que l'équivalent en blé en grain de cette farine de blé ne sera pas inscrit dans les registres du Conseil au titre de leurs quantités garanties, prier le Conseil de trancher la question. Si le Conseil, après avoir examiné cette requête, décide que le prix de ladite farine de blé est compatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, l'équivalent en blé en grain de ladite farine de blé sera inscrit au titre des quantités garanties du pays exportateur et du pays importateur intéressés, sous réserve des conditions fixées à l'alinéa (b) du paragraphe 2 du présent article. Si le Conseil, après avoir examiné cette requête, décide que le prix de ladite farine de blé est incompatible avec les prix stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article,

l'équivalent en blé en grain de la farine de blé ne sera pas ainsi enregistré.

5. Sous réserve que les conditions stipulées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, à l'exception de l'alinéa (b) (ii) du paragraphe 2, soient remplies, le Conseil peut autoriser l'enregistrement de transactions au titre des quantités garanties pour une année agricole, si (a) la période de chargement prévue dans la transaction est comprise dans un délai raisonnable, ne dépassant pas un mois, à fixer par le Conseil, avant le début ou après la fin de ladite année agricole, et si (b) le pays exportateur et le pays importateur intéressés sont d'accord.

6. Le Conseil établit un règlement intérieur s'appliquant à la notification et à l'enregistrement des transactions qui font partie des quantités garanties, conformément aux dispositions suivantes:

- (a) Toute transaction ou partie de transaction, entre un pays exportateur et un pays importateur, réunissant les conditions prescrites aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article pour être imputable sur les quantités garanties de ces pays, est notifiée au Conseil, de la manière que le Conseil décide dans son règlement intérieur, dans les délais et avec les renseignements prévus, par un seul ou par l'un et l'autre de ces deux pays;
- (b) Toute transaction ou partie de transaction notifiée conformément aux dispositions de l'alinéa (a) est inscrite dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties du pays exportateur et du pays importateur entre lesquels cette transaction est conclue;
- (c) L'ordre dans lequel les transactions et parties de transactions sont inscrites dans les registres du Conseil au titre des quantités garanties est fixé par le Conseil dans son règlement intérieur;
- (d) Le Conseil, dans un délai qui devra être prescrit dans son règlement intérieur, notifie à chaque pays exportateur et à chaque pays importateur l'inscription dans ses registres de toute transaction ou partie de transaction au titre de sa quantité garantie;
- (e) Si, dans le délai que prescrit le Conseil dans son règlement intérieur, le pays importateur ou le pays exportateur intéressé élève, à un titre quelconque, une objection contre l'inscription d'un transaction dans les registres du Conseil au titre de sa quantité garantie, le Conseil procède à un nouvel examen de la question et, s'il décide que l'objection est fondée, rectifie ses registres en conséquence;
- (f) Si un pays, qu'il soit exportateur ou importateur, estime improbable que la quantité totale de blé déjà inscrite dans les registres du Conseil au titre de sa quantité garantie pour l'année agricole en cours puisse être chargée dans le cours de cette année agricole, ce pays peut demander au Conseil de réduire en conséquence les montants inscrits dans ses registres. Le Conseil examine la question et, s'il décide que la requête est justifiée, rectifie ses registres en conséquence;
- (g) Toute quantité de blé achetée par un pays importateur à un pays exportateur et revendue à un autre pays importateur peut, par voie d'accord entre les pays importateurs intéressés, être inscrite au titre de la partie

non couverte des achats garantis du pays importateur auquel ce blé est finalement revendu, à condition qu'une réduction correspondante soit apportée au montant inscrit au titre des achats garantis du premier pays importateur;

- (h) Le Conseil adresse à tous les pays exportateurs et importateurs chaque semaine, ou à tout autre intervalle de temps qu'il pourra prescrire dans son règlement intérieur, un relevé des montants inscrits dans ses registres au titre des quantités garanties;
- (i) Le Conseil adresse notification immédiate à tous les pays exportateurs et importateurs lorsque les engagements relatifs à la quantité garantie d'un pays exportateur ou d'un pays importateur, pour une année agricole donnée, sont remplis.

7. Tout pays exportateur et tout pays importateur pourra bénéficier, dans l'accomplissement de ses engagements au titre de sa quantité garantie, d'une marge de tolérance que le Conseil déterminera pour ce pays, en prenant pour base sa quantité garantie et les autres facteurs appropriés.

ARTICLE V

Exercice des droits

1. (a) Tout pays importateur qui éprouve des difficultés à acheter la quantité représentant ses engagements non remplis pour une année agricole donnée, à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu dudit article, peut demander au Conseil de l'aider à effectuer les achats désirés;
- (b) Dans les trois jours qui suivent la réception d'une requête formulée en vertu de l'alinéa (a), le Secrétaire du Conseil notifie à ceux des pays exportateurs qui ont des engagements non remplis pour l'année agricole en question le montant de la quantité représentant les engagements non remplis du pays importateur qui a demandé l'aide du Conseil, et les invite à offrir de mettre du blé en vente à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article;
- (c) Si, dans les quatorze jours qui suivent la notification faite par le Secrétaire du Conseil en vertu de l'alinéa (b), le total des engagements non remplis du pays importateur intéressé, ou telle part de ce total que le Conseil estime raisonnable au moment où la demande en a été faite, ne fait pas l'objet d'une offre de vente, le Conseil détermine, aussitôt que possible,
 - (i) Les quantités ainsi que, s'il en est prié,
 - (ii) La qualité et le type du blé en grain ou de la farine de blé (ou du blé en grain et de la farine de blé) que chacun ou l'un quelconque des pays exportateurs est requis d'offrir de mettre en vente à ce pays importateur, et dont le chargement doit avoir lieu au cours de l'année agricole en cause ou dans tels délais ultérieurs

ne dépassant pas un mois que le Conseil peut fixer.

Le Conseil se prononce au sujet de (i) et (ii) ci-dessus après avoir reçu l'assurance, si celle-ci est demandée, que cette farine de blé ou ce blé en grain est destiné à la consommation du pays importateur ou à son commerce normal ou traditionnel; pour prendre sa décision, le Conseil tient également compte de toute circonstance que le pays exportateur et le pays importateur peuvent soumettre à son examen, y compris, en ce qui concerne la proportion de farine de blé:

- (iii) Des programmes de développement industriel de tout pays et
- (iv) Du volume global et des proportions respectives qu'atteignent traditionnellement et normalement les importations de farine de blé et de blé en grain, ainsi que de la qualité et du type de farine de blé et de blé en grain qu'impose le pays importateur intéressé.

(d) Tout pays exportateur qui est requis, sur décision du Conseil prise en vertu de l'alinéa (c), d'offrir de mettre en vente au pays importateur des quantités de blé en grain ou de farine de blé (ou de blé en grain et de farine de blé) doit, dans les trente jours qui suivent cette décision, offrir de vendre à ce pays importateur ces quantités, lesquelles doivent être chargées au cours de la période prévue à l'alinéa (c), à des prix compatibles avec les prix maxima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, et, à moins que ces pays n'en décident autrement, d'un commun accord, aux conditions généralement en usage entre eux à cette époque pour le choix de la devise à utiliser pour le règlement. S'il n'y a pas eu jusqu'alors de relations commerciales entre le pays exportateur et le pays importateur intéressés et si ces pays ne peuvent convenir de la devise à utiliser pour le règlement, le Conseil tranche la question;

(e) En cas de désaccord entre un pays exportateur et un pays importateur, soit au sujet de la quantité de farine de blé sur laquelle doit porter une transaction donnée, négociée en exécution de la décision prise par le Conseil en vertu de l'alinéa (c), soit au sujet de la relation entre le prix de ladite farine de blé et les prix maxima du blé en grain stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, soit au sujet des conditions auxquelles le blé en grain ou la farine de blé (ou le blé en grain et la farine de blé) seront achetés et vendus, la question est déférée au Conseil pour décision.

2. (a) Tout pays exportateur qui éprouve des difficultés à vendre la quantité représentant ses engagements non remplis pour une année agricole donnée, à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit

- article, peut demander au Conseil de l'aider à effectuer les ventes désirées;
- (b) Dans les trois jours qui suivent la réception d'une requête formulée en vertu de l'alineá (a), le Secrétaire du Conseil notifie à ceux des pays importateurs qui ont des engagements non remplis pour l'année agricole en question le montant de la quantité représentant les engagements non remplis du pays exportateur qui a demandé l'aide du Conseil, et les invite à proposer d'acheter du blé à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article;
- (c) Si, dans les quatorze jours qui suivent la notification faite par le Secrétaire du Conseil en vertu de l'alineá (b), le total des engagements non remplis du pays exportateur intéressé, ou telle part de ce total que le Conseil estime raisonnable au moment où la demande en a été faite, n'est pas acheté, le Conseil détermine, aussitôt que possible,
- (i) Les quantités ainsi que, s'il en est prévu,
 - (ii) La qualité et le type du blé en grain ou de la farine de blé (ou du blé en grain et de la farine de blé) que chacun ou l'un quelconque des pays importateurs est requis de proposer d'acheter à ce pays exportateur, et dont le chargement doit avoir lieu au cours de l'année agricole en cause ou dans tels délais ultérieurs ne dépassant pas un mois que le Conseil peut fixer. Pour prendre sa décision au sujet de (i) et (ii) ci-dessus, le Conseil tient compte de toute circonstance que le pays exportateur et le pays importateur peuvent soumettre à son examen, y compris, en ce qui concerne la proportion de farine de blé;
 - (iii) Des programmes de développement industriel de tout pays et
 - (iv) Du volume global et des proportions respectives qu'atteignent traditionnellement et normalement les importations de farine de blé et de blé en grain, ainsi que de la qualité et du type de farine de blé et de blé en grain qu'importent les pays importateurs intéressés.
- (d) Tout pays importateur qui est requis, sur décision du Conseil prise en vertu de l'alineá (c), de proposer d'acheter au pays exportateur des quantités de blé en grain ou de farine de blé (ou de blé en grain et de farine de blé) doit, dans les trente jours qui suivent cette décision, proposer d'acheter à ce pays exportateur ces quantités, lesquelles doivent être chargées au cours de la période prévue à l'alineá (c), à des prix compatibles avec les prix minima stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, et, à moins que ces pays n'en décident autrement, d'un commun accord, aux conditions généralement en usage entre eux à cette époque pour le choix de la devise à utiliser pour le règlement. S'il n'y a pas eu jusqu'alors de relations commerciales entre le pays exportateur et le pays importateur intéressés, et si ces pays ne peuvent convenir de la devise à utiliser pour le règlement, le Conseil tranche la question;
- (e) En cas de désaccord entre un pays exportateur et un pays importateur, soit au sujet de la quantité de farine de blé sur laquelle doit porter une transaction donnée, négociée en exécution de la décision prise par le Conseil en vertu de l'alineá (c), soit au sujet de la relation entre le prix de ladite farine de blé et les prix minima du blé en grain stipulés à l'article VI ou déterminés en vertu des dispositions dudit article, soit au sujet des conditions auxquelles le blé en grain ou la farine de blé (ou le blé en grain et la farine de blé) seront achetés ou vendus, la question est déférée au Conseil pour décision.
3. Aux fins du présent article, Port Churchill n'est pas un port d'expédition.
- ## ARTICLE VI
- ### Prix
1. (a) Pendant la durée du présent Accord, les prix minimum et maximum sont:

Minimum — \$1,55
Maximum — \$2,05

 en dollars canadiens, par boisseau, à la parité du dollar canadien, déterminée pour les besoins du Fonds Monétaire International à la date du 1^{er} mars 1949, pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur. Les prix de base minimum et maximum et leur équivalents mentionnés ci-après ne comprennent pas les frais de détention et de marché que l'acheteur et le vendeur seraient convenus de fixer;
 - (b) Les frais de détention dont conviennent l'acheteur et le vendeur ne sont imputables au vendeur qu'après une date fixée d'un commun accord et stipulée dans le contrat aux termes duquel le blé est vendu.
2. Le prix maximum équivalent du blé en vrac pour:
 - (a) Le blé Manitoba Northern No. 1 en magasin Vancouver est le prix maximum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article;
 - (b) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba, est le prix équivalent du prix C. et F. pays de destination du prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur;
 - (c) Le blé F. A. Q. en magasin ports australiens de l'Océan est le prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article, converti en devise australienne au cours du change en vigueur;

- (d) Le blé de France, échantillon (poids spécifique minimum: soixante-seize kilogrammes par hectolitre; teneur minimum en protéine: dix pour cent; maximum d'impuretés et d'humidité: deux pour cent et quinze pour cent respectivement) en magasin ports français est le prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article, converti en devise française au cours du change en vigueur;
 - (e) Le blé Hard Winter No. 1 F. O. B. ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique est le prix équivalent du prix C. et F. pays de destination du prix maximum pour le blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés; et
 - (f) Le blé Soft White ou le blé Hard Winter No. 1 en magasin ports de la côte Pacifique des États-Unis d'Amérique est le prix maximum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction du taux de change en vigueur, en opérant les ajustements de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir le pays exportateur et le pays importateur intéressés.
3. Le prix minimum équivalent du blé en vrac pour:
- (a) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Vancouver,
 - (b) Le blé Manitoba Northern No. 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba,
 - (c) Le blé F. A. Q. F. O. B. Australie,
 - (d) Le blé de France, échantillon (poids spécifique minimum: soixante-seize kilogrammes par hectolitre; teneur minimum en protéine: dix pour cent; maximum d'impuretés et d'humidité: deux pour cent et quinze pour cent respectivement), F. O. B. ports français,
 - (e) Le blé Hard Winter No. 1 F. O. B. ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique, et
 - (f) Le blé Soft White ou le blé Hard Winter No. 1 F. O. B. ports de la côte du Pacifique des États-Unis d'Amérique,

est respectivement:

Le prix F. O. B. Vancouver, Port Churchill, Australie, France, ports des États-Unis d'Amérique Golfe/côte Atlantique et ports de la côte Pacifique des États-Unis d'Amérique, équivalent au prix C. et F. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du prix minimum du blé Manitoba Northern No. 1 en vrac en magasin Fort William/Port Arthur stipulé au paragraphe 1 du présent article et calculé en fonction des frais de transport et des taux de change en vigueur, en opérant, dans ceux des pays importateurs où sont reconnues des différences de qualité, les ajustements

de prix correspondant aux différences de qualité dont peuvent convenir de pays exportateur et le pays importateur intéressés.

4. Le Comité Exécutif peut, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, fixer les prix minimum et maximum équivalents pour le blé à des points autres que ceux qui sont stipulés ci-dessus; il peut également reconnaître toute formule de définition de blé autre que celles mentionnées aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus et en déterminer les prix minimum et maximum équivalents, étant entendu que, pour toute nouvelle formule de définition de blé dont le prix équivalent n'est pas encore déterminé, les prix minimum et maximum seront provisoirement déterminés d'après les prix minimum et maximum de la formule de définition de blé spécifiée au présent article, ou reconnue ultérieurement par le Comité Exécutif en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, qui se rapproche le plus de ladite nouvelle définition, par l'addition d'une prime appropriée ou par la déduction d'un escompte approprié.

5. Si un pays exportateur quelconque ou un pays importateur quelconque fait remarquer au Comité Exécutif qu'un prix équivalent établi conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article n'est plus, à la lumière des tarifs de transport, des taux de change, des primes ou des escomptes en vigueur, un prix équitable, le Comité Exécutif examine la question et peut, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, opérer tel ajustement qu'il juge souhaitable.

6. En cas de contestation sur le choix de la prime ou de l'escompte approprié pour l'application des dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article, en ce qui concerne toute formule de définition de blé stipulée aux paragraphes 2 ou 3, ou reconnue en vertu du paragraphe 4 du présent article, le Comité Exécutif, en consultation avec le Comité Consultatif des Equivalences de Prix, tranche le différend à la demande du pays exportateur ou du pays importateur intéressés.

7. Toutes les décisions du Comité Exécutif prises en vertu des dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 du présent article lient tous les pays exportateurs et tous les pays importateurs, étant entendu que tout pays qui se considère comme désavantageé par l'une quelconque de ces décisions peut demander qu'une session du Conseil soit convoquée pour en reprendre l'examen.

8. Afin d'encourager et d'accélérer la conclusion de leurs transactions sur le blé à des prix mutuellement acceptables à la lumière de toutes les conditions du moment, les pays exportateurs et les pays importateurs, tout en se réservant une complète liberté d'action dans la fixation et l'application de leur politique intérieure en matière d'agriculture et de prix, s'efforceront de ne pas faire usage de cette politique, à l'égard des transactions sur le blé que les pays exportateurs et les pays importateurs sont disposés à effectuer, de façon telle que le libre jeu des prix entre le prix maximum et le prix minimum en soit entravé. Si un pays exportateur ou un pays importateur estime qu'il est lésé dans ses intérêts par suite d'une telle politique, il peut porter le cas à l'attention du Conseil, qui procède à une enquête et établit un rapport sur la plainte dont il est saisi.

ARTICLE VII

Stocks

1. Afin d'assurer des fournitures de blé aux pays importateurs, chaque pays exportateur s'efforcera de maintenir, à la fin de son année agricole, les stocks de

blé de l'ancienne récolte à un niveau suffisant pour permettre l'exécution certaine, au cours de toute année agricole, de ses engagements au titre des ventes garanties aux termes du présent Accord.

2. Si la récolte d'un pays exportateur est insuffisante, le Conseil consacre une attention particulière aux efforts déployés par ce pays exportateur pour maintenir des stocks suffisants, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 du présent article, avant de relever ce pays de l'une quelconque des obligations que lui impose l'article X.

3. Afin d'éviter, au début et à la fin d'une année agricole, des achats disproportionnés de blé, qui pourraient porter préjudice à la stabilisation des prix visés par le présent Accord et rendre difficile l'accomplissement des obligations de tous les pays exportateurs et de tous les pays importateurs, les pays importateurs s'efforceront d'assurer le maintien, à toute époque, de stocks suffisants.

4. Si un pays importateur fait appel en vertu de l'article XIII, le Conseil consacre une attention particulière aux efforts déployés par ce pays importateur pour maintenir des stocks suffisants, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3 du présent article, avant de se prononcer favorablement sur cet appel.

ARTICLE VIII

Informations à fournir au Conseil

Les pays exportateurs et les pays importateurs notifient au Conseil, dans les délais que celui-ci prescrit, telle information qu'il peut demander pour les besoins de l'administration du présent Accord.

TROISIÈME PARTIE

Ajustement des quantités garanties

ARTICLE IX

Ajustement dans le cas de non participation ou de retrait de certains pays

1. S'il apparaît une différence quelconque entre le total des achats garanties figurant à l'annexe A de l'article XIII et le total des ventes garanties figurant à l'annexe B de l'article XIII, du fait qu'un ou plusieurs pays figurant à l'annexe A ou à l'annexe B (a) ne signent pas l'Accord, ou (b) ne déposent pas un instrument d'acceptation ou (c) se retirent du présent Accord en vertu des dispositions des paragraphes 5, 6 ou 7 de l'article XXII, ou (d) sont exclus du présent Accord en vertu de l'article XIX, ou (e) sont déclarés par le Conseil, selon les dispositions de l'article XIX, en défaut pour tout ou partie de leurs quantités garanties aux termes du présent Accord, le Conseil, sans préjudice du droit reconnu à tout pays, au paragraphe 6 de l'article XXII, de se retirer du présent Accord, ajuste les quantités garanties restantes de façon que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe.

2. Sauf décision contraire du Conseil, prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, l'ajustement prévu par le présent article sera effectué par la réduction, au prorata des quantités garanties à l'annexe A ou à l'annexe B, selon le cas, à concurrence du montant nécessaire pour que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe.

3. Pour opérer l'ajustement prévu par le présent article, le Conseil ne perdra pas de vue que, d'une ma-

nière générale, il est désirable de maintenir le total des achats garantis et le total des ventes garanties à un niveau aussi élevé que possible.

ARTICLE X

Ajustements en cas de récolte insuffisante ou de nécessité de sauvegarder la balance des paiements ou les réserves monétaires

1. Tout pays exportateur ou tout pays importateur craignant qu'une récolte insuffisante, dans le cas d'un pays exportateur, ou que la nécessité de sauvegarder sa balance des paiements ou ses réserves monétaires, dans le cas d'un pays importateur, l'empêche d'exécuter ses obligations en vertu du présent Accord, pour une année agricole donnée, en réfère le plus tôt possible au Conseil et présente au Conseil une demande d'exemption totale ou partielle de ses obligations pour ladite année agricole. Toute demande présentée au Conseil conformément au présent paragraphe est examinée sans délai.

2. Si la demande concerne une récolte insuffisante, le Conseil, avant de se prononcer sur la demande d'exemption, étudie la situation des approvisionnements du pays qui lui en a référé.

3. Si la demande concerne la balance des paiements ou les réserves monétaires, le Conseil s'enquiert et tient compte non seulement de tous les éléments qu'il juge appropriés, mais aussi de l'avis du Fonds Monétaire International, dans la mesure où la question intéresse un pays membre du Funds, au sujet de l'existence et de l'étendue de la nécessité à laquelle se réfère le paragraphe 1 du présent article.

4. Pour se prononcer sur une demande d'exemption présentée en vertu du présent article, le Conseil applique le principe selon lequel le pays intéressé procédera, dans la mesure maximum de ses possibilités, à des ventes pour remplir ses obligations en vertu du présent Accord, s'il s'agit d'un pays exportateur, et à des achats pour remplir ses obligations en vertu du présent Accord, s'il s'agit d'un pays importateur.

5. Le Conseil décide si la requête du pays qui lui en a référé est fondée. S'il estime que cette requête est fondée, il décide dans quelle mesure et à quelles conditions le pays qui lui en a référé peut être dispensé d'exécuter les engagements pris au titre de sa quantité garantie pour l'année agricole en question. Le Conseil informe de sa décision le pays qui lui en a référé.

6. Si le Conseil décide que le pays qui lui en a référé doit être exempté de tout ou partie de sa quantité garantie pour l'année agricole en question, la procédure suivante est appliquée:

(a) Le Conseil invite, si le pays qui lui en a référé est un pays importateur, les autres pays importateurs, ou, si le pays qui lui en a référé est un pays exportateur, les autres pays exportateurs, à augmenter leurs quantités garanties pour l'année agricole en question jusqu'à concurrence du montant de la quantité dont est exempté le pays qui en a référé au Conseil. Toute augmentation des quantités garanties aux termes du présent alinéa doit être approuvée par le Conseil;

(b) Si le montant de la quantité dont est exempté le pays importateur ne peut être complètement compensé suivant la procédure prévue à l'alinéa (a) du présent paragraphe, le Conseil invite les pays exportateurs, si le pays qui lui en a référé est un pays importateur, ou les pays importateurs, si le pays qui lui en a référé est un pays exporta-

teur, à accepter une réduction de leurs quantités garanties pour l'année agricole en question jusqu'à concurrence de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a réfétré, compte tenu de tous ajustements opérés en vertu de l'alinéa (a) du présent paragraphe;

- (c) Si le total des offres reçues par le Conseil de la part des pays exportateurs et importateurs, visant soit à augmenter leurs quantités garanties en vertu de l'alinéa (a) du présent paragraphe, soit à réduire leurs quantités garanties en vertu de l'alinéa (b) du présent paragraphe, dépasse le montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a réfétré au Conseil, leurs quantités garanties sont, sauf décision contraire du Conseil, augmentées ou réduites, selon le cas, au prorata, pourvu que l'augmentation ou la réduction de la quantité garantie d'un de ces pays ne dépasse pas son offre;
- (d) Si le montant de la quantité garantie dont est exempté le pays qui en a réfétré au Conseil ne peut être complètement compensé de la façon prévue aux alinéas (a) et (b) du présent paragraphe, le Conseil réduit les quantités garanties pour l'année agricole en question, figurant à l'annexe A de l'article III si le pays qui lui en a réfétré est un pays exportateur, ou à l'annexe B de l'article III si le pays qui lui en réfétré est un pays importateur, du montant nécessaire pour que le total d'une annexe soit égal à celui de l'autre annexe. A moins que les pays exportateurs, en cas de réduction à l'annexe B, ou les pays importateurs, en cas de réduction à l'annexe A, n'en décident autrement, la réduction est effectuée au prorata, compte tenu de toute réduction déjà effectuée en vertu de l'alinéa (b) du présent paragraphe.

ARTICLE XI

Ajustements par consentement mutuel des quantités garanties

1. Le Conseil peut, à la demande des pays exportateurs et importateurs dont les quantités garanties se trouveraient modifiées de ce fait, approuver, pour la période de validité de l'Accord qui reste à courir, l'augmentation des quantités garanties à l'une des annexes de l'article III, concurremment avec une augmentation équivalente, pour ladite période, des quantités garanties à l'autre annexe.

2. Un pays exportateur peut transférer une partie de sa quantité garantie à un autre pays exportateur et un pays importateur peut transférer une partie de sa quantité garantie à un autre pays importateur pour la durée d'une ou de plusieurs années agricoles, sous réserve de l'approbation du Conseil à la majorité des voix exprimées par les pays exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les pays importateurs.

3. La quantité garantie de tout pays accédant au présent Accord en vertu de l'article XXI est compensée par des ajustements correspondants, en plus ou en moins, des quantités garanties d'un ou de plusieurs pays figurant aux annexes A et B de l'article III. Lesdits ajustements ne sont pas approuvés tant que chaque pays exportateur ou importateur dont la quantité garantie est modifiée de ce fait n'a pas signifié son assentiment.

ARTICLE XII

Achats supplémentaires en cas de besoins critiques

En vue de subvenir à des besoins critiques qui se manifestent ou menacent de se manifester sur son territoire, un pays importateur peut faire appel au Conseil pour lui demander de l'aider à obtenir des approvisionnements de blé en sus de ses achats garantis. Après examen de cette demande, le Conseil, à condition qu'il reconnaissse qu'une telle crise ne peut être résolue d'autre manière, peut réduire au prorata les quantités garanties des autres pays importateurs, afin de fournir la quantité de blé qu'il juge nécessaire pour remédier à la crise créée par ces besoins critiques. La majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs est nécessaire pour décider toute réduction des achats garantis, effectuée en vertu du présent paragraphe.

QUATRIÈME PARTIE

Administration

ARTICLE XIII

Le Conseil

A) Acte constitutif:

1. Le Conseil International du Blé, constitué en vertu de l'Accord International sur le Blé, ouvert à la signature à Washington le 23 mars 1949, continue à exister aux fins d'administration du présent Accord.

2. Tout pays exportateur et tout pays importateur est membre votant du Conseil et peut être représenté aux réunions par un délégué, des suppléants et des conseillers.

3. Toute organisation intergouvernementale que le Conseil aura décidé d'inviter pourra déléguer un représentant qui assistera aux réunions du Conseil sans avoir le droit de vote.

4. Pour chaque année agricole, le Conseil élit un Président et un Vice-Président.

B) Pouvoirs et fonctions du Conseil:

5. Le Conseil établit son règlement intérieur.

6. Le Conseil tient les registres nécessaires à l'application des dispositions du présent Accord, et peut réunir tout autre documentation qu'il juge souhaitable.

7. Le Conseil publie un rapport annuel et peut publier toute autre information relative à des questions relevant du présent Accord.

8. Le Conseil a tous autres pouvoirs et exerce toutes autres fonctions qu'il peut estimer nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions du présent Accord.

9. Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, déléguer l'exercice de n'importe lesquels de ses pouvoirs ou fonctions. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer une telle délégation de pouvoirs à la majorité des voix exprimées. Toute décision prise en vertu de tous pouvoirs ou fonctions délégués par le Conseil, conformément aux dispositions du présent paragraphe, est sujette à révision de la part du Conseil, à la demande de tout pays exportateur ou importateur, dans les délais que le Conseil prescrit. Tout décision au sujet de laquelle il n'est pas présenté de demande de révision dans les délais prescrits lie tous les pays exportateurs et tous les pays importateurs.

C) Vote:

10. (a) Sous réserve des dispositions des alinéas (b) et (c) du présent paragraphe, les pays importateurs détiennent 1.000 voix, qui sont réparties parmi eux suivant le rapport existant entre leurs achats garantis respectifs pour l'année agricole en cours et le total des achats garantis pour cette année agricole. Les pays exportateurs détiennent également 1.000 voix, qui sont réparties parmi eux suivant le rapport existant entre leurs ventes garanties respectives pour l'année agricole en cours et le total des ventes garanties pour cette année agricole;
- (b) A toute séance du Conseil où un pays importateur ou un pays exportateur n'est pas représenté par un délégué accrédité et n'a pas habilité un autre pays à exprimer ses voix conformément au paragraphe 15 du présent article, le total des voix que peuvent exprimer les pays exportateurs est ramené à un chiffre égal à celui du total des voix que peuvent exprimer, à cette séance, les pays importateurs et redistribué parmi les pays exportateurs en proportion de leurs ventes garanties;
- (c) Tout pays exportateur ou pays importateur dispose d'au moins une voix; il n'y a pas de fraction de voix.

11. Toutes les fois qu'une modification se produit dans les achats garantis ou les ventes garanties pour l'année agricole en cours, le Conseil redistribue les voix, conformément aux dispositions du paragraphe 10 du présent article.

12. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote en vertu des dispositions du paragraphe 6 de l'article XVII, ou perd son droit de vote en vertu des dispositions du paragraphe 7 de l'article XIX, le Conseil redistribue les voix, comme si ledit pays n'avait aucune quantité pour l'année agricole en cours.

13. Il est fait abstraction, aux fins de redistribution des voix en vertu du présent article, de toute réduction de sa quantité garantie qu'un pays exportateur ou un pays importateur a acceptée en vertu du paragraphe 6(b) de l'article X, de même que de tout transfert effectué aux termes du paragraphe 2 de l'article XI, pour une année agricole seulement, d'une partie de la quantité garantie d'un pays.

14. Sauf disposition contraire du présent Accord, les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix exprimées.

15. Tout pays exportateur peut autoriser un autre pays exportateur, et tout pays importateur peut autoriser un autre pays importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou à toutes les réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation, acceptable pour le Conseil, est soumise au Conseil.

D) Sessions:

16. Le Conseil se réunit au cours de chaque année agricole au moins une fois par semestre et à toute autre date que le Président peut fixer.

17. Le Président convoque une session du Conseil si la demande lui en est faite (a) par cinq pays ou (b) par un ou plusieurs pays détenant au total un minimum de dix pour cent de l'ensemble des voix, ou (c) par le Comité Exécutif.

E) Quorum:

18. A toute réunion du Conseil, la présence de délégués possédant, avant tout ajustement du nombre des voix en vertu du paragraphe 10(b) du présent article, la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et la majorité des voix détenues par les pays importateurs est nécessaire pour constituer le quorum.

F) Siège:

19. Le siège du Conseil est Londres, sauf décision contraire du Conseil prise à la majorité des voix exprimées par les pays exportateurs et à la majorité des voix exprimées par les pays importateurs.

G) Capacité juridique:

20. Le Conseil a, sur le territoire de tout pays exportateur et de tout pays importateur, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

H) Décisions:

21. Tout pays exportateur et tout pays importateur s'engage à se considérer comme lié par toutes les décisions prises par le Conseil en vertu des dispositions du présent Accord.

ARTICLE XIV

Le Comité Exécutif

1. Le Conseil établit un Comité Exécutif. Ce Comité Exécutif est composé de trois pays exportateurs, élus tous les ans par les pays exportateurs, et de huit pays importateurs, au plus, élus tous les ans par les pays importateurs. Le Conseil nomme le Président du Comité Exécutif et peut nommer un Vice-Président.

2. Le Comité Exécutif est responsable devant le Conseil et fonctionne sous la direction générale du Conseil. Il a tels pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément assignés par le présent Accord, et tels autres pouvoirs et fonctions que le Conseil peut lui déléguer en vertu du paragraphe 9 de l'article XIII.

3. Les pays exportateurs siégeant au Comité Exécutif ont le même nombre total de voix que les pays importateurs. Les voix des pays exportateurs sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun pays exportateur ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix des pays exportateurs. Les voix des pays importateurs sont réparties entre eux de la façon qu'ils décident, à condition qu'aucun pays importateur ne détienne plus de quarante pour cent du total des voix des pays importateurs.

4. Le Conseil fixe le règlement intérieur relatif à la procédure de vote du Comité Exécutif, et peut fixer telles autres clauses qu'il juge appropriées pour le règlement intérieur du Comité Exécutif. Une décision du Comité Exécutif doit être prise à la même majorité des voix que celle que le présent Accord exige du Conseil lorsque celui-ci prend une décision sur une question semblable.

5. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui n'est pas membre du Comité Exécutif peut participer, sans droit de vote, à la discussion de toute question dont est saisi le Comité Exécutif, chaque fois que celui-ci considère que les intérêts de ce pays sont en cause.

ARTICLE XV

Le Comité Consultatif des Equivalences de Prix

Le Conseil établit un Comité Consultatif des Equivalences de Prix composé des représentants de trois pays exportateurs et de trois pays importateurs. Le Comité

donne son avis au Conseil et au Comité Exécutif sur les questions visées aux paragraphes 4, 5 et 6 de l'article VI et sur telles autres questions que le Conseil ou le Comité Exécutif peuvent lui référer. Le Président du Comité est nommé par le Conseil.

ARTICLE XVI

Le Secrétariat

1. Le Conseil dispose d'un Secrétariat composé d'un Secrétaire et du personnel nécessaire aux travaux du Conseil et de ses comités.

2. Le Conseil nomme le Secrétaire et détermine ses attributions.

3. Le personnel est nommé conformément au règlement établi par le Conseil.

ARTICLE XVII

Dispositions financières

1. Les dépenses des délégations au Conseil, des représentants au Comité Exécutif et des représentants au Comité Consultatif des Equivalences de Prix sont couvertes par les Gouvernements représentés. Les autres dépenses qu'entraîne l'administration du présent Accord, y compris celles du Secrétariat et toute rémunération que le Conseil peut décider d'accorder à son Président ou à son Vice-Président, sont couvertes par voie de cotisation annuelle des pays exportateurs et des pays importateurs. La cotisation de chacun de ces pays pour chaque année agricole est fixée en proportion de ses quantités garanties par rapport au total des ventes ou des achats garantis au début de ladite année agricole.

2. Au cours de la première session qui suit l'entrée en vigueur du présent Accord, le Conseil vote son budget pour la période se terminant le 31 juillet 1954 et fixe la cotisation de chaque pays exportateur et de chaque pays importateur.

3. Le Conseil, lors de sa première session du second semestre de toute année agricole, vote son budget pour l'année agricole suivante et fixe la cotisation de chaque pays exportateur et de chaque pays importateur pour ladite année agricole.

4. La cotisation initiale de tout pays exportateur et de tout pays importateur accédant au présent Accord conformément aux dispositions de l'article XXI est fixée par le Conseil, sur la base de la quantité garantie que détiendra ce pays et de la période restante de l'année agricole en cours; toutefois, les cotisations fixées pour les autres pays exportateurs et pour les autres pays importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations sont exigibles dès leur fixation. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui omet de régler le montant de sa cotisation dans l'année qui en suit la fixation perd son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ladite cotisation, mais il n'est ni privé des autres droits que lui confère le présent Accord, ni relevé des obligations que celui-ci lui impose. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote aux termes du présent paragraphe, les voix sont redistribuées conformément aux dispositions du paragraphe 12 de l'article XIII.

6. Le Conseil publie au cours de chaque année agricole un état certifié des recettes encaissées et des dépenses engagées au cours de l'année agricole précédente.

7. Le Gouvernement du pays où est situé le siège du Conseil accorde une exemption d'impôts sur les appontements payés par le Conseil à son personnel; toutefois,

cette exemption ne s'applique pas aux ressortissants dudit pays.

8. Le Conseil prendra, avant sa dissolution, toutes dispositions en vue du règlement de son passif et de l'affectation de son actif et de ses archives.

ARTICLE XVIII

Coopération avec d'autres organisations intergouvernementales

1. Le Conseil peut prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'échange d'informations et la coopération nécessaires avec les organismes compétents et les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organisations intergouvernementales.

2. Si le Conseil constate qu'une disposition quelconque du présent Accord est matériellement incompatible avec telles obligations que les Nations Unies, leurs organismes compétents et leurs institutions spécialisées peuvent établir en matière d'accords intergouvernementaux sur les produits, cette incompatibilité est considérée comme une circonstance nuisant au bon fonctionnement du présent Accord, et la procédure prescrit aux paragraphes 3, 4 et 5 de l'article XXII est appliquée.

ARTICLE XIX

Contestations et réclamations

1. Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglée par voie de négociation est, à la demande de tout pays exportateur ou de tout pays importateur partie au différend, déférée au Conseil pour décision.

2. Toutes les fois qu'une contestation est déférée au Conseil en vertu du paragraphe 1 du présent article, soit la majorité des pays, soit un groupe de pays détenant au moins le tiers du total des voix peut demander au Conseil, après complète discussion, de solliciter l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3 du présent article avant de faire connaître sa décision.

3. (a) Sauf décision contraire du Conseil, prise à l'unanimité, cette commission est composée de:

(i) Deux membres désignés par les pays exportateurs, dont l'un possédant une grande expérience des questions du genre de celle en litige et l'autre de l'autorité et de l'expérience en matière juridique;

(ii) Deux membres, tels que ci-dessus, désignés par les pays importateurs; et

(iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre membres nommés aux termes de (a) et de (b) ou, en cas de désaccord par le Président du Conseil International du Blé.

(b) Des ressortissants de pays dont les Gouvernements sont parties au présent Accord peuvent être habilités à siéger à la commission consultative, et les membres qui sont nommés à la commission consultative agissent en leur capacité personnelle et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.

(c) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge du Conseil.

4. L'opinion de la commission consultative et ses motifs sont soumis au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

5. Toute plainte selon laquelle un pays exportateur ou un pays importateur n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du pays auteur de la plainte, déférée au Conseil, qui prend une décision en la matière.

6. Aucun pays exportateur ou aucun pays importateur ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent Accord qu'à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs. Toute constatation d'un infraction au présent Accord commise par un pays exportateur ou un pays importateur doit énoncer la nature de l'infraction et, si cette infraction comporte une défaillance de ce pays à l'égard de sa quantité garantie, l'étendue de cette défaillance.

7. Si le Conseil constate qu'un pays exportateur ou un pays importateur a commis une infraction au présent Accord, il peut, à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs, soit priver le pays en question de son droit de vote jusqu'à ce qu'il se soit acquitté de ses obligations, soit l'exclure de l'Accord.

8. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déchu de son droit de vote en vertu du présent article, ses voix sont redistribuées selon les dispositions du paragraphe 12 de l'article XIII. Si un pays exportateur ou un pays importateur est déclaré en défaut pour tout ou partie de sa quantité garantie, ou est exclu du présent Accord, les quantités garanties restantes sont ajustées selon les dispositions de l'article IX.

CINQUIÈME PARTIE

Dispositions finales

ARTICLE XX

Signature, acceptation et entrée en vigueur

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 27 avril 1953 inclusivement à la signature des Gouvernements des pays figurant aux annexes A et B de l'article III.

2. Le présent Accord sera soumis à l'acceptation des Gouvernements signataires, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, les instruments d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique au plus tard le 15 juillet 1953, étant entendu toutefois qu'aux fins du présent article une notification adressée par tout Gouvernement signataire au Gouvernement des États-Unis d'Amérique avant le 15 juillet 1953, signifiant son intention d'accepter le présent Accord et suivie du dépôt de l'instrument d'acceptation en exécution de cette intention le 1^{er} août 1953 au plus tard, sera considérée comme constituant une acceptation au 15 juillet 1953.

3. A condition que les Gouvernements de pays figurant à l'annexe A de l'article III et responsables d'au moins cinquante pour cent des achats garantis, et que les Gouvernements de pays figurant à l'annexe B de l'article III et responsables d'au moins cinquante pour cent des ventes garanties aient accepté le présent Accord à la date du 15 juillet 1953, les première, troi-

sième, quatrième et cinquième parties du présente Accord entreront en vigueur au 15 juillet 1953, et la deuxième partie au 1^{er} août 1953 pour ceux des Gouvernements qui auront accepté l'Accord.

4. Tout Gouvernement signataire qui n'aura pas accepté le présent Accord à la date du 15 juillet 1953, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, pourra, après cette date, obtenir du Conseil une prolongation du délai de dépôt de son instrument d'acceptation. Les première, troisième, quatrième et cinquième parties du présent Accord entreront en vigueur, pour ce Gouvernement, à la date du dépôt de son instrument d'acceptation, et la deuxième partie du présent Accord entrera en vigueur, soit à la date du 1^{er} août 1953, soit à la date du dépôt de son instrument d'acceptation, si cette dernière est postérieure.

5. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique notifie à tous les Gouvernements signataires toute signature et toute acceptation du présent Accord.

ARTICLE XXI

Accession

Le Conseil peut, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les pays exportateurs et des deux tiers des voix exprimées par les pays importateurs, approuver l'accession au présent Accord de tout Gouvernement qui n'y est pas déjà partie, et fixer les conditions de cette accession; étant entendu, toutefois, que le Conseil n'approuve l'accession d'aucun Gouvernement aux termes du présent article que si, simultanément, il approuve des ajustements des quantités garanties aux annexes A et B de l'article III conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article XI. L'accession est réalisée par le dépôt d'un instrument d'accession auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui notifie chacune de ces accessions à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements accédants.

ARTICLE XXII

Durée, amendement, retrait, achèvement

1. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au 31 juillet 1956, inclusivement.

2. Le Conseil adressera aux pays exportateurs et aux pays importateurs, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant le renouvellement ou le remplacement du présent Accord.

3. Le Conseil peut, à la majorité des voix détenues par les pays exportateurs et à la majorité des voix détenues par les pays importateurs, recommander aux pays exportateurs et aux pays importateurs un amendement au présent Accord.

4. Le Conseil peut fixer le délai dans lequel tout pays exportateur et tout pays importateur notifiera au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation ou son rejet de l'amendement. L'amendement prend effet dès son acceptation par les pays exportateurs détenant les deux tiers des votes des pays exportateurs et par les pays importateurs détenant les deux tiers des votes des pays importateurs.

5. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui n'a pas notifié au Gouvernement des États-Unis d'Amérique son acceptation d'un amendement à la date à laquelle celui-ci prend effet peut, après avoir donné par écrit au Gouvernement des États-Unis d'Amérique le préavis de retrait que le Conseil peut exiger dans

chaque cas, se retirer du présent Accord à la fin de l'année agricole en cours, mais n'est de ce fait relevé daucune des obligations résultant du présent Accord et non exécutées avant la fin de ladite année agricole.

6. Tout pays exportateur qui considère que ses intérêts sont gravement compromis soit par la non participation au présent Accord, soit par le retrait d'un pays figurant à l'annexe A ou à l'annexe B de l'article III et responsable de plus de cinq pour cent des quantités garanties de cette annexe, ou tout pays importateur qui considère que ses intérêts sont gravement compromis soit par la non participation au présent Accord, soit par le retrait d'un pays figurant à l'annexe B de l'article III et responsable de plus de cinq pour cent des quantités garanties de cette annexe, peut se retirer du présent Accord, en donnant par écrit un préavis de retrait au Gouvernement des États-Unis d'Amérique avant le 1^{er} août 1953.

7. Tout pays exportateur ou tout pays importateur qui considère que sa sécurité nationale est mise en danger par l'ouverture d'hostilités peut se retirer du présent Accord en donnant par écrit un préavis de retrait de trente jours au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

8. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique porte à la connaissance de tous les Gouvernements signataires et accédants toute notification et tout préavis reçus aux termes du présent article.

ARTICLE XXIII

Application territoriale

1. Tout Gouvernement peut, au moment de sa signature, de son acceptation ou de son accession au présent Accord, déclarer que ses droits et obligations aux termes du présent Accord ne s'appliquent pas à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires d'Outre-mer dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité.

2. A l'exception des territoires au sujet desquels une déclaration a été faite, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les droits et obligations que tout Gouvernement assume en vertu du présent Accord s'appliquent à tous les territoires dont les relations extérieures sont placées sous la responsabilité dudit Gouvernement.

3. Après son acceptation ou son accession au présent Accord, tout Gouvernement peut, à tout moment, déclarer, par voie de notification au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, que les droits et obligations qu'il a assumés aux termes du présent Accord s'appliquent à l'un quelconque ou à l'ensemble des territoires au sujet desquels il a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

4. Par notification de retrait donnée au Gouvernement des États-Unis d'Amérique, tout Gouvernement peut, en ce qui concerne l'un quelconque ou l'ensemble des territoires d'Outre-mer dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité, procéder à un retrait séparé du présent Accord.

5. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique porte à la connaissance de tout les Gouvernements signataires et accédants toute déclaration ou notification faites en vertu du présent article.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent

Accord aux dates figurant en regard de leurs signatures.

Fait à Washington, le treize avril 1953, en langues anglaise, française et espagnole, les trois textes faisant également foi, l'original devant être déposé dans les archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et à tous les Gouvernements accédants.

Pour l'Australie:

Avril 20, 1953:

Percy C. Spender (avec des réserves).

Pour l'Autriche:

Avril 13, 1953:

Max Loewenthal.

Pour le Royaume de Belgique:

Avril 13, 1953:

Silvercruys (cette signature est donné pour l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise).

Pour la Bolivie:

Avril 20, 1953:

A. P. del Castillo.

Pour le Brésil:

Avril 24, 1953:

Adolpho de Camargo Neves.

Pour le Canada:

Avril 13, 1953:

Mitchell W. Sharp.

Pour Ceylan:

Avril 13, 1953:

G. C. S. Corea.

Pour Costa Rica:

Avril 24, 1953:

J. Rafael Oreamuno.

Pour Cuba:

Avril 15, 1953:

Aurelio F. Concheso.

Pour le Danemark:

Avril 13, 1953:

A. F. Knudsen.

Pour la République Dominicaine (*ad referendum*):

Avril 13, 1953:

Dr. L. F. Thomen.

Pour l'Équateur (*ad referendum*):

Avril 17, 1953:

B. Peralta P.

Pour l'Egypte:

Avril 13, 1953:

M. A. Zayed.

Pour le Salvador:

Avril 27, 1953:

Carlos A. Siri.

Pour la France:

Avril 13, 1953:

H. Bonnet.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Avril 21, 1953:

Dr. Heinz Krekeler.

Avril 13, 1953:

Dr. Kurt Haefner.

Pour la Grèce:

Avril 23, 1953:

C. P. Caranicas.

Pour le Guatemala:

Avril 13, 1953:

Guillermo Toriello.

Pour Haïti:

Avril 13, 1953:

Alain Turnier.

Pour le Honduras:

Avril 23, 1953:

José A. Monge.

Pour l'Islande:

Avril 27, 1953:

Thor Thors.

Pour l'Inde:

Avril 17, 1953:

I. J. Bahadur Singh.

Pour l'Indonésie:

Avril 27, 1953:

Ali-Sastroamidjojo.

Pour l'Irlande:

Avril 24, 1953:

John J. Hearne.

Pour Israël:

Avril 21, 1953:

Abba Eban.

Pour l'Italie:

Avril 13, 1953:

Alberto Tarchiani.

Pour le Japon:

Avril 13, 1953:

Ryuji Takeuchi.

Pour le Liban:

Avril 14, 1953:

Saeb Jaroudi.

Pour le Libéria:

Avril 13, 1953:

J. Samuel O. Coleman.

Pour le Mexique:

Avril 23, 1953:

Manuel Tello.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Avril 13, 1953:

J. H. van Roijen.

Pour la Nouvelle-Zélande:

Avril 27, 1953:

L. K. Munro.

Pour le Nicaragua (*ad referendum*):

Avril 21, 1953:

Guillermo Sevilla-Sacasa.

Avril 21, 1953:

Alfredo Avilés G.

Pour le Royaume de Norvège:

Avril 20, 1953:

Johan Cappelen.

Pour le Panama:

Avril 24, 1953:

R. M. Heurttematte.

Pour le Pérou:

Avril 27, 1953:

G. Donayre (avec des réserves).

Pour la République des Philippines:

Avril 13, 1953:

José Teodoro Jr.

Avril 13, 1953:

Urbano A. Zafra.

Pour le Portugal:

Avril 15, 1953:

L. Esteves Fernandes.

Pour l'Arabie Saoudite:

Avril 21, 1953:

Mohammed Muhtasib.

Pour l'Espagne:

Avril 24, 1953:

José F. de Lequerica.

Pour la Suède:

Avril 17, 1953:

M. von Wachenfels.

Pour la Suisse:

Avril 13, 1953:

Charles Bruggmann.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Avril 21, 1953:

G. P. Jooste.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les États-Unis d'Amérique:

Avril 13, 1953:

True D. Morse.

Avril 16, 1953:

Ezra Taft Benson.

Pour le Venezuela (*ad referendum*):

Avril 27, 1953:

César González.

(TRADUÇÃO)

Acordo para Revisão e Renovação do Acordo Internacional do Trigo

Os Governos signatários do presente Acordo, Considerando que o Acordo Internacional do Trigo, aberto à assinatura em Washington a 28 de Março de 1949, foi estabelecido com o objectivo de resolver as graves dificuldades causadas aos produtores e consumidores por grandes excedentes e graves penúrias de trigo, e

Considerando de desejar que o Acordo Internacional do Trigo, com certas modificações, seja renovado por um novo período adicional, e

Tendo decidido estabelecer para esse efeito o presente Acordo para Revisão e Renovação do Acordo Internacional do Trigo,

Convenzionaram o seguinte:

PRIMEIRA PARTE

Generalidades

ARTIGO I

Objecto

O presente Acordo tem o objecto de assegurar aprovisionamentos de trigo aos países importadores e mercados de trigo aos países exportadores a preços equitativos e estáveis.

ARTIGO II

Definições

1. Para os fins do presente Acordo:

«Comissão Consultiva das Equivalências de Preços» designa a Comissão constituída em virtude do artigo xv. «Bushel» equivale a 60 libras *avoirdupois*.

«Despesas de detenção» designa as despesas de armazém, juro e seguro em que incorre o detentor do trigo.

«C. e F.» significa custo e frete.

«Conselho» designa o Conselho Internacional do Trigo, constituído pelo artigo xiii.

«Ano agrícola» designa o período entre 1 de Agosto e 31 de Julho, salvo no artigo vii, onde este termo designa, relativamente à Austrália, o período entre 1 de Dezembro e 30 de Novembro e, relativamente aos Estados Unidos da América, o período de 1 de Julho a 30 de Junho.

«Comissão Executiva» designa a Comissão constituída pelo artigo xiv.

«País exportador» designa, segundo o contexto, quer (i) o Governo dum país que, estando inscrito no anexo B do artigo iii, tenha aceite o presente Acordo ou a este tenha tido acesso e deste não tenha retirado, quer (ii) esse próprio país e os territórios aos quais se apliquem os direitos e obrigações que o seu Governo assumiu nos termos do presente Acordo.

«F. A. Q.» significa qualidade média comercial.

«F. O. B.» significa livre a bordo de navio de mar.

«Quantidade garantida» designa, quando esta expressão diz respeito a um país importador, as suas compras garantidas por um certo ano agrícola, e, quando a mesma expressão se refere a um país exportador, as suas vendas garantidas por um certo ano agrícola.

«País importador» designa, segundo o contexto, quer (i) o Governo dum país que, estando inscrito no anexo A do artigo iii, tenha aceite o presente Acordo ou a este tenha tido acesso e deste não tenha retirado, quer (ii) esse próprio país e os territórios aos quais se apliquem os direitos e obrigações que o seu Governo assumiu nos termos do presente Acordo.

«Despesas de mercado» designa todas as despesas usuais de aquisição, comercialização, frete e despacho.

«Tonelada métrica» equivale a 36,743 71 bushels.

«Trigo da colheita anterior» designa o trigo colhido até dois meses antes do início do ano agrícola em curso pelo país exportador interessado.

«Território», quando esta expressão se refere a um país exportador ou a um país importador, designa qualquer território ao qual se apliquem os direitos e obrigações que o Governo desse país assumiu nos termos do presente Acordo, de conformidade com as disposições do artigo xxiii.

«Transacção» designa, segundo o contexto, uma venda de trigo exportado, ou destinado a ser exportado, por um país exportador para importação por um país importador ou a quantidade desse trigo assim vendida. Quando, no presente Acordo, se faz referência a uma transacção entre um país exportador e um país importador, entende-se que este termo designa não só as transacções entre o Governo dum país exportador e o Governo dum país importador como também as transacções entre negociantes e as transacções entre um negociante e um Governo dum país exportador ou dum país importador. Nesta definição considera-se que o termo «Governo» designa o Governo de qualquer território ao qual se apliquem os direitos e obrigações que qualquer Governo assume ao aceitar o presente Acordo ou ao ter acesso a este em virtude do artigo XXIII.

«Quantidade garantida não coberta» designa, quando se trata de um país exportador, a diferença entre as quantidades inscritas na conta do dito país nos registos do Conselho para um certo ano agrícola, de conformidade com as disposições do artigo IV, e as vendas garantidas desse país, e, quando se trata de um país importador, a diferença entre as quantidades inscritas na conta do dito país nos registos do Conselho para um certo ano agrícola, de conformidade com as disposições do artigo IV, e a porção das suas compras garantidas para o dito ano agrícola que num dado momento está no direito de comprar, tido em conta o parágrafo 9 do artigo III.

«Trigo» designa o trigo em grão e, salvo no artigo VI, a farinha de trigo.

2. Salvo decisão contrária do Conselho, considera-se que setenta e duas unidades em peso de farinha de trigo equivalem a cem unidades em peso de trigo em grão, em todos os cálculos relativos às compras garantidas e às vendas garantidas.

SEGUNDA PARTE

Direitos e obrigações

ARTIGO III

Compras garantidas e vendas garantidas

1. As quantidades de trigo que figuram no anexo A do presente artigo para cada país importador representam as compras garantidas deste país para cada um dos três anos agrícolas abrangidos pelo presente Acordo, sob reserva de qualquer aumento ou redução efectuados de conformidade com as disposições da terceira parte do presente Acordo.

2. As quantidades de trigo que figuram no anexo B do presente artigo para cada país exportador representam as vendas garantidas desse país para cada um dos três anos agrícolas abrangidos pelo presente Acordo, sob reserva de qualquer aumento ou redução efectuados de conformidade com as disposições da terceira parte do presente Acordo.

3. As compras garantidas de um país importador representam a quantidade máxima de trigo que o Conselho, sob reserva de dedução do quantitativo das transacções inscritas nos seus registos, de conformidade com as disposições do artigo IV, no registo dessas compras garantidas:

a) Pode pedir a esse país importador que adquira, nos termos do artigo V, aos países exportadores a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados

dos em virtude das disposições do dito artigo; ou

b) Pode pedir aos países exportadores que vendam, nos termos do artigo V, a esse país importador a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo.

4. As vendas garantidas de um país exportador representam a quantidade máxima de trigo que o Conselho, sob reserva de dedução do quantitativo das transacções inscritas nos seus registos, de conformidade com o artigo IV, no registo dessas vendas garantidas:

a) Pode pedir a esse país exportador que venda, nos termos do artigo V, aos países importadores a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo; ou

b) Pode pedir aos países importadores que adquiram, nos termos do artigo V, a esse país exportador a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo.

5. Se um país importador tiver dificuldade em exercer o direito de comprar a quantidade correspondente às suas quantidades garantidas não cobertas a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, ou se um país exportador tiver dificuldade em exercer o direito de vender a quantidade correspondente às suas quantidades garantidas não cobertas a preços compatíveis com os preços mínimos assim estipulados ou determinados, poderá recorrer ao procedimento previsto no artigo V.

6. Nos termos do presente Acordo, os países exportadores não estão submetidos a nenhuma obrigação de vender trigo, a não ser que isso lhes seja solicitado, como previsto no artigo V, a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo. Nos termos do presente Acordo, os países importadores não estão submetidos a nenhuma obrigação de comprar trigo, a não ser que isso lhes seja solicitado, como previsto no artigo V, a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo.

7. A quantidade de farinha de trigo a fornecer eventualmente pelo país exportador e a aceitar pelo país importador, como parte das suas quantidades garantidas respectivas, será determinada para cada transacção por acordo entre o vendedor e o comprador, sob reserva das disposições do artigo V.

8. Os países exportadores e os países importadores podem cumprir os compromissos relativos às suas quantidades garantidas pelas vias do comércio privado ou outro modo. Não poderá interpretar-se nenhuma disposição do presente Acordo no sentido de que dispensa um negociante particular de se conformar com as leis ou regulamentos a que estiver submetido por outro modo.

9. Dentro da aplicação deste Acordo, nenhum país importador comprará, sem permissão do Conselho, mais de 90 por cento da sua quantidade garantida para qualquer ano agrícola antes do dia 28 de Fevereiro do dito ano agrícola.

Anexo A do artigo III

Compras garantidas

Ano agrícola 1 de Agosto a 31 de Julho	Milhares de toneladas métricas			Equivalente em bushels para cada ano agrícola
	1953/1954	1954/1955	1955/1956	
Alemanha (República Federal da)	1 500	1 500	1 500	55 115 565
Arábia Saudita	60	60	60	2 204 623
Austrália	250	250	250	9 185 927
Bélgica	615	615	615	22 597 382
Bolívia	95	95	95	3 490 652
Brasil	360	360	360	13 227 736
Ceilão	255	255	255	9 369 646
Costa Rica	35	35	35	1 286 030
Cuba	202	202	202	7 422 229
Dinamarca	50	50	50	1 837 185
Egípto	400	400	400	14 697 484
Equador	35	35	35	1 246 030
Espanha	145	145	145	5 827 838
Grécia	350	350	350	12 860 299
Guatemala	25	25	25	918 593
Haiti	45	45	45	1 653 467
Honduras	15	15	15	551 156
Índia	1 500	1 500	1 500	55 115 565
Indonésia	142	142	142	5 217 607
Irlanda	275	275	275	10 104 520
Islândia	11	11	11	404 181
Israel	215	215	215	7 899 898
Itália	850	850	850	31 232 154
Japão	1 000	1 000	1 000	36 743 710
Líbano	75	75	75	2 755 778
Libéria	2	2	2	73 487
México	415	415	415	15 248 640
Nicarágua	10	10	10	367 437
Noruega	230	230	230	8 451 053
Nova Zelândia	160	160	160	5 878 994
Panamá	20	20	20	734 874
Países Baixos	675	675	675	24 802 004
Peru	185	185	185	6 797 586
Filipinas	236	236	236	8 671 515
Portugal	175	175	175	6 430 149
República Dominicana	26	26	26	955 336
Reino Unido	4 819	4 819	4 819	177 067 939
Salvador	20	20	20	734 874
Suécia	25	25	25	918 593
Suíça	215	215	215	7 899 898
União Sul-Africana	320	320	320	11 757 987
Venezuela	170	170	170	6 246 431
<i>Total (42 países)</i>	16 208	16 208	16 208	595 542 052

Anexo B do artigo III

Vendas garantidas

Ano agrícola 1 de Agosto a 31 de Julho	Milhares de toneladas métricas			Equivalente em bushels para cada ano agrícola
	1953/1954	1954/1955	1955/1956	
Austrália (1)	2 041	2 041	2 041	75 000 000
Canadá	6 804	6 804	6 804	250 000 000
Estados Unidos da América	7 353	7 353	7 353	270 174 615
França	10	10	10	367 437
<i>Total</i>	16 208	16 208	16 208	595 542 052

(1) Se a Austrália invocar as disposições do artigo X em virtude de uma colheita insuficiente, reconhecer-se-á que certos países, em consequência da sua situação geográfica, dependem tradicionalmente da Austrália para satisfazer as suas necessidades de trigo em grão e de farinha de trigo. A contingência de satisfazer essas necessidades constituirá um dos factores que o Conselho terá em conta ao determinar a aptidão da Austrália para efectuar a entrega das suas vendas garantidas para um ano agrícola qualquer nos termos do presente Acordo.

ARTIGO IV

Inscrição das transacções nas quantidades garantidas

1. O Conselho terá um registo, para cada ano agrícola, das transacções e partes de transacções de trigo a inscrever como parte das quantidades garantidas que figuram nos anexos A e B do artigo III.

2. Uma transacção ou parte de transacção de trigo em grão concluída entre um país exportador e um país importador é inscrita nos registos do Conselho como parte das quantidades garantidas desses países para um ano agrícola:

a) Desde que (i) o preço não seja superior ao máximo nem inferior ao mínimo estipulados no

artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo para esse ano agrícola, e (ii) o país exportador e o país importador não tenham convencionado que essa transacção não deve contar-se como parte das suas quantidades garantidas; e

- b) Na medida em que (i) o país exportador e o país importador interessados têm quantidades garantidas não cobertas para esse ano agrícola, e (ii) o período de carregamento especificado na transacção está compreendido nesse ano agrícola.

3. Uma transacção ou parte de transacção que incida sobre a compra ou a venda de trigo pode ser consignada de pleno direito nos registos do Conselho como parte das quantidades garantidas dos países exportadores e importadores interessados, de conformidade com as condições estipuladas no presente artigo, mesmo que a dita transacção tenha sido concluída antes de os dois países ou um deles ter depositado os seus instrumentos de aceitação do presente Acordo.

4. Se um contrato comercial ou um acordo governamental sobre a venda e a compra de farinha de trigo estipular — ou se o país exportador e o país importador interessados informarem o Conselho de que convencionaram — que o preço da dita farinha de trigo é compatível com os preços estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, o equivalente em trigo em grão dessa farinha de trigo, sob reserva das condições prescritas nas alíneas a), (ii), e b) do parágrafo 2 do presente artigo, será inscrito nos registos do Conselho como parte das quantidades garantidas desses países. Se o contrato comercial ou o acordo governamental não contiver estipulação dessa natureza, e se o país exportador e o país importador interessados não reconhecerem que o preço da farinha de trigo é compatível com os preços estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, um ou outro desses países poderá, a não ser que tenham convencionado que o equivalente em trigo em grão dessa farinha de trigo não seja inscrito nos registos do Conselho como parte das suas quantidades garantidas, solicitar ao Conselho que resolva a questão. Se o Conselho, depois de ter examinado esse pedido, decidir que o preço da dita farinha de trigo é compatível com os preços estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, o equivalente em trigo em grão da dita farinha de trigo será inscrito como parte das quantidades garantidas do país exportador e do país importador interessados, sob reserva das condições fixadas na alínea b) do parágrafo 2 do presente artigo. Se o Conselho, depois de ter examinado esse pedido, decidir que o preço da dita farinha de trigo é incompatível com os preços estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, o equivalente em trigo em grão da farinha de trigo não será registado dessa maneira.

5. Sob reserva de que sejam observadas as condições estipuladas nos parágrafos 2 e 4 do presente artigo, com excepção da alínea b), (ii), do parágrafo 2, o Conselho pode autorizar o registo de transacções como quantidades garantidas por um ano agrícola, se a) o período de carregamento previsto na transacção está compreendido num prazo razoável, não maior que um mês, a fixar pelo Conselho, antes do início ou depois do fim do dito ano agrícola, e se b) o país exportador e o país importador interessados estão de acordo.

6. O Conselho estabelecerá um regulamento interno para a notificação e o registo das transacções que fa-

zem parte das quantidades garantidas, de conformidade com as disposições seguintes:

- a) Qualquer transacção, ou parte de transacção, entre um país exportador e um país importador que reúna as condições prescritas nos parágrafos 2, 3 ou 4 do presente artigo, para poder considerar-se como parte das quantidades garantidas desses países, será notificada ao Conselho pela forma que este decidir no seu regulamento interno, nos prazos e com os esclarecimentos previstos, por um só ou por ambos os países;
- b) Qualquer transacção, ou parte de transacção, notificada de conformidade com as disposições da alínea a), será inscrita nos registos do Conselho como parte das quantidades garantidas do país exportador e do país importador entre os quais essa transacção se concluiu;
- c) A ordem pela qual as transacções e partes de transacções serão inscritas nos registos do Conselho, como parte das quantidades garantidas, será fixada pelo Conselho no seu regulamento interno;
- d) O Conselho, num prazo a prescrever no seu regulamento interno, notificará a cada país exportador e a cada país importador a inscrição nos seus registos de qualquer transacção, ou parte de transacção, como parte da sua quantidade garantida;
- e) Se o país importador ou o país exportador interessado, no prazo prescrito pelo Conselho no seu regulamento interno, apresentar uma objecção contra a inscrição nos registos do Conselho duma transacção como parte da sua quantidade garantida, seja qual for o motivo, o Conselho procederá a novo estudo da questão e, se decidir que a objecção tem fundamento, rectificará consequentemente os seus registos;
- f) Se um país, quer seja exportador ou importador, considerar improvável que a quantidade total de trigo já inscrita nos registos do Conselho, como parte da sua quantidade garantida para o ano agrícola em curso possa ser carregada durante esse ano agrícola, esse país poderá pedir ao Conselho que reduza consequentemente os quantitativos inscritos nos seus registos. O Conselho examinará a questão e, se decidir que o pedido tem justificação, rectificará consequentemente os seus registos;
- g) Qualquer quantidade de trigo, comprada por um país importador a um país exportador e revendida a outro país importador, se houver acordo entre os países importadores interessados, poderá ser inscrita como fração da parte não coberta das compras garantidas do país importador ao qual esse trigo for por fim revendido, sob condição de que se reduza correspondentemente o quantitativo inscrito como parte das compras garantidas do primeiro país importador;
- h) O Conselho enviará a todos os países exportadores e importadores, semanalmente ou com qualquer outro intervalo de tempo, que poderá prescrever no seu regulamento interno, um extracto dos quantitativos inscritos nos seus registos como parte das quantidades garantidas;
- i) O Conselho enviará notificação imediata a todos os países exportadores e importadores quando estiverem cumpridos os compromissos relati-

vos a quantidade garantida dum país exportador ou dum país importador para um certo ano agrícola.

7. Qualquer país exportador e qualquer país importador poderá beneficiar, no cumprimento dos compromissos relativos à sua parte garantida, duma margem de tolerância, que o Conselho determinará, quanto ao país considerado, tomando como base a sua quantidade garantida e os outros factores apropriados.

ARTIGO V

Exercício dos direitos

1. a) Qualquer país importador que tiver dificuldades para comprar a quantidade representativa das suas quantidades não cobertas para um certo ano agrícola, a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude do dito artigo, poderá pedir ao Conselho que o ajude a efectuar as compras desejadas;
- b) Nos três dias seguintes à recepção dum pedido formulado em virtude da alínea a), o secretário do Conselho notificará aos países exportadores que tiverem quantidades não cobertas para o ano agrícola em questão a quantidade representativa das quantidades não cobertas do país importador que pediu o auxílio do Conselho, e convidá-los-á a oferecer trigo para venda a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo;
- c) Se, nos catorze dias que se seguirem à notificação feita pelo secretário do Conselho em virtude da alínea b), o total das quantidades não cobertas do país importador interessado, ou a fracção desse total que o Conselho entender razoável no momento em que o pedido foi feito, não for objecto duma oferta de venda, o Conselho determinará, o mais rapidamente possível,
 - (i) As quantidades e bem assim, se tal lhe for solicitado,
 - (ii) A qualidade e o tipo

do trigo em grão ou da farinha de trigo (ou do trigo em grão e da farinha de trigo) que um qualquer ou cada um dos países exportadores é solicitado a oferecer para venda a esse país importador, e cujo carregamento deve efectuar-se durante o ano agrícola em causa ou em prazos ulteriores que não ultrapassem um mês, que o Conselho poderá fixar. O Conselho pronunciar-se-á a respeito de (i) e (ii) acima depois de ter recebido a garantia, se esta for pedida, de que essa farinha de trigo ou esse trigo em grão se destina ao consumo do país importador ou ao seu comércio normal ou tradicional; para tomar decisão, o Conselho terá também em conta qualquer circunstância que o país exportador e o país importador submeterem à sua apreciação, inclusive, no que diz respeito à proporção de farinha de trigo:

- (iii) Programas de desenvolvimento industrial de qualquer país, e
- (iv) Volume global e proporções respectivas que atingem tradicional e nor-

malmente as importações de farinha de trigo e de trigo em grão, assim como qualidade e tipo de farinha de trigo e de trigo em grão que o país importador interessado importa.

- d) Qualquer país exportador que for solicitado, em virtude de decisão do Conselho tomada ao abrigo da alínea c), a oferecer para venda ao país importador quantidades de trigo em grão ou de farinha de trigo (ou de trigo em grão e de farinha de trigo), nos trinta dias que se seguirem a esta decisão, deverá oferecer para venda a esse país importador essas quantidades, as quais devem ser carregadas durante o período previsto na alínea c), a preços compatíveis com os preços máximos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, e, a não ser que esses países decidam outra coisa de comum acordo, nas condições entre eles usuais nessa época quanto à escolha da moeda a utilizar para a liquidação. Se até então não tiver havido relações comerciais entre o país exportador e o país importador interessados, e se estes países não podem chegar a acordo a respeito da moeda a utilizar para a liquidação, o Conselho decidirá a questão;
- e) No caso de desacordo entre um país exportador e um país importador, quer a respeito da quantidade de farinha de trigo sobre a qual deve incidir uma transacção dada, negociada em execução da decisão tomada pelo Conselho em virtude da alínea c), quer a respeito da relação entre o preço da dita farinha de trigo e os preços máximos do trigo em grão estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, quer a respeito das condições em que o trigo em grão ou a farinha de trigo (ou o trigo em grão e a farinha de trigo) serão comprados e vendidos, a questão será apresentada ao Conselho para decisão.
2. a) Qualquer país exportador que tiver dificuldades para vender a quantidade representativa das suas quantidades não cobertas para um certo ano agrícola, a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, poderá pedir ao Conselho que o ajude a efectuar as vendas desejadas;
- b) Nos três dias seguintes à recepção dum pedido formulado em virtude da alínea a), o secretário do Conselho notificará aos países importadores que tiverem quantidades não cobertas para o ano agrícola em questão a quantidade representativa das quantidades não cobertas do país exportador que pediu o auxílio do Conselho, e convidá-los-á a propor compras de trigo a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo;
- c) Se, nos catorze dias que se seguirem à notificação feita pelo secretário do Conselho em virtude da alínea b), o total das quantidades não cobertas do país exportador interessado, ou a fracção desse total que o Conselho entender razoável no momento em que o pedido foi

feito, não tiver sido comprado, o Conselho determinará, o mais rapidamente possível,

- (i) As quantidades e bem assim, se tal lhe for solicitado,
- (ii) A qualidade e o tipo

do trigo em grão ou da farinha de trigo (ou do trigo em grão e da farinha de trigo) que um qualquer ou cada um dos países importadores é solicitado a propor comprar a esse país exportador, e cujo carregamento deve efectuar-se durante o ano agrícola em causa ou em prazos ulteriores que não ultrapassem um mês, que o Conselho poderá fixar. Para tomar decisão a respeito de (i) e (ii) acima o Conselho terá em conta qualquer circunstância que o país exportador e o país importador submeterem à sua apreciação, inclusive, no que diz respeito à proporção de farinha de trigo:

- (iii) Programas de desenvolvimento industrial de qualquer país, e
- (iv) Volume global e proporções respectivas que atingem tradicional e normalmente as importações de farinha de trigo e de trigo em grão, assim como qualidade e tipo de farinha de trigo e de trigo em grão que os países importadores interessados importam.

d) Qualquer país importador que for solicitado, em virtude de decisão do Conselho tomada ao abrigo da alínea c), a propor comprar ao país exportador quantidades de trigo em grão ou de farinha de trigo (ou de trigo em grão e de farinha de trigo), nos trinta dias que se seguirem a esta decisão, deverá propor comprar a esse país exportador essas quantidades, as quais deverão ser carregadas durante o período previsto na alínea c), a preços compatíveis com os preços mínimos estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, e, a não ser que esses países decidam outra coisa de comum acordo, nas condições entre eles usuais nessa época quanto à escolha da moeda a utilizar para a liquidação. Se até então não tiver havido relações comerciais entre o país exportador e o país importador interessados, e se estes países não podem chegar a acordo a respeito da moeda a utilizar para a liquidação, o Conselho decidirá a questão;

e) No caso de desacordo entre um país exportador e um país importador, quer a respeito da quantidade de farinha de trigo sobre a qual deve incidir uma transacção dada, negociada em execução da decisão tomada pelo Conselho em virtude da alínea c), quer a respeito da relação entre o preço da dita farinha de trigo e os preços mínimos do trigo em grão estipulados no artigo VI ou determinados em virtude das disposições do dito artigo, quer a respeito das condições em que o trigo em grão ou a farinha de trigo (ou o trigo em grão e a farinha de trigo) serão comprados ou vendidos, a questão será apresentada ao Conselho para decisão.

3. Para os fins do presente artigo Port Churchill não é um porto de expedição.

ARTIGO VI

Preços

1. a) Durante a vigência do presente Acordo os preços mínimos e máximos serão:

Mínimo — \$ 1,55;
Máximo — \$ 2,05;

em dólares canadienses, por *bushel*, à paridade do dólar canadense, determinada para os fins do Fundo Monetário Internacional na data de 1 de Março de 1949, para o trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur. Os preços de base mínimo e máximo e os seus equivalentes mencionados a seguir não incluem as despesas de detenção e de mercado que o comprador e o vendedor convencionarem fixar;

b) As despesas de detenção convencionadas pelo comprador e pelo vendedor não serão da responsabilidade do vendedor senão depois de uma data fixada de comum acordo e estipulada no contrato nos termos do qual o trigo é vendido.

2. O preço máximo equivalente do trigo a granel para:

a) O trigo Manitoba Northern n.º 1 em armazém Vancouver é o preço máximo do trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo;

b) O trigo Manitoba Northern n.º 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba, é o preço equivalente do preço C. e F. país de destino do preço máximo para o trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo e calculado em função das despesas de transporte e das tarifas de câmbio em vigor;

c) O trigo F. A. Q. em armazém portos australianos marítimos é o preço máximo para o trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo, convertido em moeda australiana ao câmbio em vigor;

d) O trigo de França amostra (peso específico mínimo: 76 kg por hl; percentagem mínima de proteína: 10 por cento; máximo de impurezas e de humidade: 2 por cento e 15 por cento, respectivamente) em armazém portos franceses é o preço máximo para o trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo, convertido em moeda francesa ao câmbio em vigor;

e) O trigo Hard Winter n.º 1 F. O. B. portos do Golfo/Atlântico dos Estados Unidos da América é o preço equivalente do preço C. e F. país de destino do preço máximo para o trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo e calculado em função das despesas de transporte e dos câmbios em vigor, operando os ajustamentos de preços correspondentes às diferenças de qualidade porventura convencionados entre o país exportador e o país importador interessados; e

f) O trigo Soft White ou o trigo Hard Winter n.º 1 em armazém portos da costa do Pacífico

dos Estados Unidos da América é o preço máximo do trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo e calculado em função do câmbio em vigor, operando os ajustamentos de preços correspondentes às diferenças de qualidade porventura convencionados entre o país exportador e o país importador interessados.

3. O preço mínimo equivalente do trigo a granel para:

- a) O trigo Manitoba Northern n.º 1 F. O. B. Vancouver;
- b) O trigo Manitoba Northern n.º 1 F. O. B. Port Churchill, Manitoba;
- c) O trigo F. A. B. F. O. B. Austrália;
- d) O trigo de França amostra (peso específico mínimo: 76 kg por hl; percentagem mínima de proteína: 10 por cento; máximo de impurezas e de humidade: 2 por cento e 15 por cento, respectivamente) F. O. B. portos franceses;
- e) O trigo Hard Winter n.º 1 F. O. B. portos do Golfo/Atlântico dos Estados Unidos da América; e
- f) O trigo Soft White ou o trigo Hard Winter n.º 1 F. O. B. portos da costa do Pacífico dos Estados Unidos da América;

e, respectivamente:

o preço F. O. B. Vancouver, Port Churchill, Austrália, França, portos do Golfo/Atlântico dos Estados Unidos da América e portos da costa do Pacífico dos Estados Unidos da América, equivalente ao preço C. e F. do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte do preço mínimo do trigo Manitoba Northern n.º 1 a granel em armazém Fort William/Port Arthur estipulado no parágrafo 1 do presente artigo e calculado em função das despesas de transporte e dos câmbios em vigor, operando, nos países importadores onde se reconhecem diferenças de qualidade, os ajustamentos de preços correspondentes às diferenças de qualidade porventura convencionados entre o país exportador e o país importador interessados.

4. A Comissão Executiva pode, em consulta com a Comissão Consultiva das Equivalências de Preços, fixar os preços mínimo e máximo equivalentes para trigo em pontos que não os estipulados acima; pode também reconhecer qualquer fórmula de definição de trigo que não as mencionadas nos parágrafos 2 e 3 acima e determinar os seus preços mínimo e máximo equivalentes, entendendo-se que, para qualquer nova fórmula de definição de trigo cujo preço equivalente ainda não está determinado, os preços mínimo e máximo serão determinados provisoriamente segundo os preços mínimo e máximo da fórmula de definição de trigo especificada no presente artigo, ou reconhecida ulteriormente pela Comissão Executiva, em consulta com a Comissão Consultiva das Equivalências de Preços, que mais se aproxime da dita nova definição, pela adição de um suplemento apropriado ou pela dedução de um desconto apropriado.

5. Se um país exportador qualquer ou um país importador qualquer fizer notar à Comissão Executiva que um preço equivalente estabelecido de conformidade com as disposições dos parágrafos 2, 3 ou 4 do presente artigo, em virtude das tarifas de transporte, dos câmbios, dos suplementos ou dos descontos em vigor, dei-

xou de ser um preço equitativo, a Comissão Executiva examinará a questão e poderá operar, em consulta com a Comissão Consultiva das Equivalências de Preços, o ajustamento que entender deseável.

6. No caso de contestação a respeito da escolha do suplemento ou do desconto apropriado para a aplicação das disposições dos parágrafos 4 e 5 do presente artigo, no que respeita a qualquer fórmula de definição de trigo estipulada nos parágrafos 2 ou 3, ou reconhecida em virtude do parágrafo 4 do presente artigo, a Comissão Executiva, em consulta com a Comissão Consultiva das Equivalências de Preços, decidirá a questão a pedido do país exportador ou do país importador interessado.

7. Todas as decisões da Comissão Executiva tomadas em virtude das disposições dos parágrafos 4, 5 e 6 do presente artigo ligam todos os países exportadores e todos os países importadores, entendendo-se que qualquer país que se considere prejudicado por qualquer dessas decisões pode pedir que se convoque uma sessão do Conselho para retomar o seu estudo.

8. A fim de fomentar e acelerar a conclusão das suas transacções de trigo a preços mútuamente aceitáveis de harmonia com todas as condições do momento, os países exportadores e os países importadores, embora se reservem completa liberdade de acção na fixação e aplicação da sua política interna em matéria de agricultura e preços, esforçar-se-ão por não usar dessa política, relativamente às transacções de trigo que os países exportadores e os países importadores estiverem dispostos a efectuar, de tal modo que se entrase o livre jogo de preços entre o preço máximo e o preço mínimo. Se um país exportador ou um país importador entender que é lesado nos seus interesses em consequência de tal política, pode levar o caso à atenção do Conselho, que procederá a um inquérito e elaborará um relatório sobre a queixa que lhe for apresentada.

ARTIGO VII

Existências

1. A fim de assegurar fornecimentos de trigo aos países importadores, cada país exportador esforçar-se-á por manter as existências de trigo da colheita anterior, no fim do seu ano agrícola, a um nível suficiente para permitir a execução segura, no decurso de todo o ano agrícola, dos seus compromissos de vendas garantidas nos termos do presente Acordo.

2. Se a colheita de um país exportador for insuficiente, o Conselho dedicará atenção particular aos esforços empregados por esse país exportador para manter existências suficientes, tal como se prevê no parágrafo 1 do presente artigo, antes de libertar esse país de qualquer das obrigações que lhe impõe o artigo x.

3. A fim de evitar, no princípio e no fim de um ano agrícola, compras desproporcionadas de trigo que poderiam prejudicar a estabilidade de preços que é objectivo do presente Acordo e dificultar o cumprimento das obrigações de todos os países exportadores e de todos os países importadores, os países importadores esforçar-se-ão para assegurar a manutenção de existências suficientes em todas as épocas.

4. Se um país importador apelar em virtude do artigo xii, o Conselho dedicará atenção particular aos esforços empregados por esse país importador para manter existências suficientes, tal como se prevê no parágrafo 3 do presente artigo, antes de se pronunciar favoravelmente a respeito desse apelo.

ARTIGO VIII

Informações a fornecer ao Conselho

Os países exportadores e os países importadores notificarão ao Conselho, nos prazos que este prescrever, as informações que ele porventura pedir para os fins da administração do presente Acordo.

TERCEIRA PARTE

Ajustamento das quantidades garantidas

ARTIGO IX

Ajustamento no caso de não participação ou de retirada de certos países

1. Se surgir uma diferença qualquer entre o total das compras garantidas que figuram no anexo A do artigo III e o total das vendas garantidas que figuram no anexo B do artigo III, em virtude de um ou vários países inscritos no anexo A ou no anexo B, a) não assinarem o Acordo, ou b) não depositarem um instrumento de aceitação, ou c) se retirarem do presente Acordo em virtude das disposições dos parágrafos 5, 6 ou 7 do artigo XXII, ou d) serem excluídos do presente Acordo em virtude do artigo XIX, ou e) serem declarados pelo Conselho, segundo as disposições do artigo XIX, em falta por todas ou parte das suas quantidades garantidas nos termos do presente Acordo, o Conselho, sem prejuízo do direito reconhecido a qualquer país no parágrafo 6 do artigo XXII de se retirar do presente Acordo, ajustará as quantidades garantidas restantes de maneira que o total de um anexo seja igual ao do outro anexo.

2. Salvo decisão em contrário do Conselho, tomada por maioria de dois terços dos votos manifestados pelos países exportadores e de dois terços dos votos manifestados pelos países importadores, o ajustamento previsto pelo presente artigo será efectuado pela redução *pro rata* das quantidades garantidas no anexo A ou no anexo B, conforme o caso, na quantidade necessária para que o total de um anexo seja igual ao do outro anexo.

3. Para operar o ajustamento previsto pelo presente artigo o Conselho não perderá de vista que, de maneira geral, é desejável manter o total das compras garantidas e o total das vendas garantidas a um nível tão elevado quanto possível.

ARTIGO X

Ajustamentos no caso de colheita insuficiente ou de necessidade de salvaguardar a balança de pagamentos ou as reservas monetárias.

1. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que receie que uma colheita insuficiente, no caso de um país exportador, ou que a necessidade de salvaguardar a sua balança de pagamentos ou as suas reservas monetárias, no caso de um país importador, o impeça de executar as suas obrigações em virtude do presente Acordo, para um ano agrícola dado, comunicá-lo-á o mais rapidamente possível ao Conselho e apresentará ao Conselho um pedido de isenção total ou parcial das suas obrigações para o dito ano agrícola. Qualquer pedido apresentado ao Conselho de conformidade com o presente parágrafo será examinado sem demora.

2. Se o pedido respeitar a uma colheita insuficiente, o Conselho, antes de se pronunciar sobre o pedido de

isenção, estudará a situação dos aprovisionamentos do país que lho apresentar.

3. Se o pedido disser respeito à balança de pagamentos ou às reservas monetárias, o Conselho procederá a averiguação e terá em conta não sómente todos os elementos que entender apropriados, mas também o parecer do Fundo Monetário Internacional, na medida em que a questão interessar um país membro do Fundo, a respeito da existência e da extensão da necessidade à qual se refere o parágrafo 1 do presente artigo.

4. Para se pronunciar sobre um pedido de isenção apresentado em virtude do presente artigo, o Conselho aplicará o princípio segundo o qual o país interessado, na máxima medida das suas possibilidades, procederá a vendas para cumprir as suas obrigações em virtude do presente Acordo, se se tratar de um país exportador, e a compras para cumprir as suas obrigações em virtude do presente Acordo, se se tratar de um país importador.

5. O Conselho decidirá se o pedido do país que lho apresentou tem fundamento. Se entender que esse pedido tem fundamento, decidirá em que medida e em que condições o país que lho apresentou pode ser dispensado de executar os compromissos tomados como sua quantidade garantida para o ano agrícola em questão. O Conselho informará da sua decisão o país que lhe tiver apresentado um tal pedido.

6. Se o Conselho decidir que o país que lhe apresentou um tal pedido deve ser isento de toda ou parte da sua quantidade garantida para o ano agrícola em questão, aplicar-se-á o procedimento seguinte:

a) O Conselho convidará, se o país que lhe apresentou tal pedido for um país importador, os outros países importadores, ou, se o país que lhe apresentou um tal pedido for um país exportador, os outros países exportadores, a aumentarem as suas quantidades garantidas para o ano agrícola em questão até perfazer a quantidade de que é isento o país que apresentou pedido ao Conselho. Qualquer aumento das quantidades garantidas nos termos da presente alínea deve ser aprovado pelo Conselho;

b) Se a quantidade de que é isento o país importador não puder ser completamente compensada segundo o procedimento previsto na alínea a) do presente parágrafo, o Conselho convidará os países exportadores, se o país que lhe apresentou pedido é um país importador, ou os países importadores, se o país que lhe apresentou pedido é um país exportador, a aceitarem uma redução das suas quantidades garantidas para o ano agrícola em questão até perfazer a quantidade garantida de que é isento o país que lhe apresentou pedido, tidos em conta todos os ajustamentos operados em virtude da alínea a) do presente parágrafo;

c) Se o total das ofertas que o Conselho receber dos países exportadores e importadores, com o objectivo quer de aumentar as suas quantidades garantidas em virtude da alínea a) do presente parágrafo, quer de reduzir as suas quantidades garantidas em virtude da alínea b) do presente parágrafo, ultrapassar a quantidade garantida de que é isento o país que apresentou pedido ao Conselho, as suas quantidades garantidas, salvo decisão em contrário do Conselho, serão aumentadas ou diminuídas, conforme o caso, *pro rata*, desde que o aumento ou diminuição da quantidade

garantida de um desses países não ultrapasse a sua oferta;

- d) Se a quantidade garantida de que é isento o país que apresentou pedido ao Conselho não puder ser completamente compensada da maneira prevista nas alíneas a) e b) do presente parágrafo, o Conselho reduzirá as quantidades garantidas para o ano agrícola em questão, inscritas no anexo A do artigo III, se o país que lhe apresentou o pedido for um país exportador, ou no anexo B do artigo III, se o país que lhe apresentou pedido for um país importador, da quantidade necessária para que o total de um anexo seja igual ao do outro anexo. A não ser que os países exportadores, no caso de redução no anexo B, ou os países importadores, no caso de redução no anexo A, decidam de outro modo, a redução efectuar-se-á *pro rata*, tida em conta qualquer redução já efectuada em virtude da alínea b) do presente parágrafo.

ARTIGO XI

Ajustamentos por consentimento mútuo das quantidades garantidas

1. O Conselho, a pedido dos países exportadores e importadores cujas quantidades garantidas fossem modificadas por esse facto, poderá aprovar, para o período de validade do Acordo que faltar correr, o aumento das quantidades garantidas num dos anexos do artigo III, concorrentemente com um aumento equivalente, para o dito período, das quantidades garantidas no outro anexo.

2. Um país exportador poderá transferir uma parte da sua quantidade garantida para outro país exportador e um país importador poderá transferir uma parte da sua quantidade garantida para outro país importador para a duração dum ou mais anos agrícolas, sob reserva da aprovação do Conselho pela maioria dos votos manifestados pelos países exportadores e pela maioria dos votos manifestados pelos países importadores.

3. A quantidade garantida de qualquer país que tiver acesso ao presente Acordo em virtude do artigo XXI será compensada por ajustamentos correspondentes, para mais ou para menos, das quantidades garantidas de um ou de vários países inscritos nos anexos A e B do artigo III. Os ditos ajustamentos não serão aprovados enquanto cada país exportador ou importador cuja quantidade garantida for modificada por esse facto não tiver comunicado o seu assentimento.

ARTIGO XII

Compras suplementares em casos de necessidades críticas

A fim de satisfazer necessidades críticas que se manifestarem ou ameaçarem manifestar-se no seu território, um país importador poderá apelar para o Conselho para lhe pedir que o ajude a obter aprovisionamentos de trigo para além das suas compras garantidas. Depois de estudo desse pedido, o Conselho, sob condição de reconhecer que tal crise não pode ser resolvida de outra maneira, poderá reduzir *pro rata* as quantidades garantidas dos outros países importadores, a fim de fornecer a quantidade de trigo que entender necessária para dar remédio à crise provocada por essas necessidades críticas. É necessária a maioria de dois terços dos votos manifestados pelos países exportadores e de dois terços dos votos manifestados pelos países importadores para decidir qualquer redução das compras garantidas efectuada em virtude do presente parágrafo.

QUARTA PARTE

Administração

ARTIGO XIII

O Conselho

A) Acto constituinte:

1. O Conselho Internacional do Trigo, constituído em virtude do Acordo Internacional do Trigo, aberto à assinatura em Washington a 23 de Março de 1949, continuará a existir para fins de administração do presente Acordo.

2. Qualquer país exportador e qualquer país importador será membro votante do Conselho, podendo ser representado nas reuniões por um delegado, suplentes e conselheiros.

3. Qualquer organização intergovernamental que o Conselho decidir convidar poderá delegar um representante, que assistirá às reuniões do Conselho sem ter direito de voto.

4. Para cada ano agrícola o Conselho elegerá um presidente e um vice-presidente.

B) Poderes e funções do Conselho:

5. O Conselho estabelecerá o seu regulamento interno.

6. O Conselho manterá os registos necessários para a aplicação das disposições do presente Acordo e poderá reunir qualquer outra documentação que entender deseável.

7. O Conselho publicará um relatório anual e poderá publicar qualquer outra informação relativa a questões que digam respeito ao presente Acordo.

8. O Conselho terá todos os outros poderes e exercerá todas as outras funções que entender necessárias para assegurar a execução das disposições do presente Acordo.

9. O Conselho poderá, pela maioria de dois terços dos votos manifestados pelos países exportadores e de dois terços dos votos manifestados pelos países importadores, delegar o exercício de qualquer dos seus poderes ou funções. O Conselho poderá, em qualquer ocasião, revogar qualquer delegação de poderes pela maioria dos votos manifestados. Qualquer decisão tomada em virtude de todos os poderes ou funções delegados pelo Conselho, de conformidade com as disposições do presente parágrafo, está sujeita a revisão pelo Conselho, a pedido de qualquer país exportador ou importador, nos prazos que o Conselho prescrever. Qualquer decisão a respeito da qual não for apresentado pedido de revisão nos prazos prescritos ligará todos os países exportadores e todos os países importadores.

C) Votação:

10. a) Sob reserva das disposições das alíneas b) e c) do presente parágrafo, os países importadores detêm 1 000 votos, por eles repartidos segundo a relação existente entre as suas compras garantidas respectivas para o ano agrícola em curso e o total das compras garantidas para esse ano agrícola. Os países exportadores também detêm 1 000 votos, repartidos entre eles segundo a relação existente entre as suas vendas garantidas respectivas para o ano agrícola em curso e o total das vendas garantidas para esse ano agrícola;

b) Em qualquer sessão do Conselho na qual um país importador ou um país exportador não estiver representado por um delegado acreditado e não tiver habilitado outro país a manifestar os seus votos, de conformidade com o

parágrafo 15 do presente artigo, o total dos votos que podem manifestar os países exportadores passará para um número igual ao do total dos votos que podem manifestar, nessa sessão, os países importadores e será distribuído de novo pelos países exportadores na proporção das suas vendas garantidas;

- c) Qualquer país exportador ou país importador disporá de um voto, pelo menos; não haverá fração de voto.

11. Sempre que se produzir uma modificação nas compras garantidas ou nas vendas garantidas para o ano agrícola em curso, o Conselho distribuirá de novo os votos de conformidade com as disposições do parágrafo 10 do presente artigo.

12. Se um país exportador ou um país importador perder o seu direito de voto em virtude das disposições do parágrafo 5 do artigo XVII, ou perder o seu direito de voto em virtude das disposições do parágrafo 7 do artigo XIX, o Conselho distribuirá de novo os votos como se o dito país não tivesse nenhuma quantidade para o ano agrícola em curso.

13. Abstrair-se-á, para os fins de redistribuição dos votos em virtude do presente artigo, de qualquer redução da sua quantidade garantida que um país exportador ou um país importador tiver aceite em virtude do parágrafo 6, alínea b), do artigo X, assim como de qualquer transferência duma parte da quantidade garantida dum país, efectuada nos termos do parágrafo 2 do artigo XI, para um só ano agrícola.

14. Salvo disposição em contrário do presente Acordo, as decisões do Conselho serão tomadas por maioria dos votos manifestados.

15. Qualquer país exportador poderá autorizar outro país exportador, e qualquer país importador poderá autorizar outro país importador, a representar os seus interesses e a exercer o seu direito de voto numa ou em todas as reuniões do Conselho. Será apresentado ao Conselho um atestado, por este aceitável, dessa autorização.

D) Sessões:

16. O Conselho reunirá em cada ano agrícola uma vez por semestre, pelo menos, e em qualquer outra data que o presidente fixar.

17. O presidente convocará uma sessão do Conselho se lhe for apresentado pedido nesse sentido a) por cinco países, ou b) por um ou vários países que representem no total o mínimo de 10 por cento do total de votos, ou c) pela Comissão Executiva.

E) Quórum:

18. Em qualquer reunião do Conselho, para constituir o quórum, é necessária a presença de delegados que possuam, antes de qualquer ajustamento do número de votos em virtude do parágrafo 10, alínea b), do presente artigo, a maioria dos votos detidos pelos países exportadores e a maioria dos votos detidos pelos países importadores.

F) Sede:

19. A sede do Conselho será Londres, salvo decisão em contrário do Conselho tomada por maioria dos votos manifestados pelos países exportadores e por maioria dos votos manifestados pelos países importadores.

G) Capacidade jurídica:

20. O Conselho, no território de qualquer país exportador e de qualquer país importador, terá a necessária

capacidade jurídica para o exercício das funções que lhe são conferidas pelo presente Acordo.

H) Decisões:

21. Qualquer país exportador e qualquer país importador compromete-se a considerar-se ligado por todas as decisões tomadas pelo Conselho em virtude das disposições do presente Acordo.

ARTIGO XIV

A Comissão Executiva

1. O Conselho estabelecerá uma Comissão Executiva. Esta Comissão Executiva será formada por três países exportadores, eleitos todos os anos pelos países exportadores, e por oito países importadores, no máximo, eleitos todos os anos pelos países importadores. O Conselho nomeará o presidente da Comissão Executiva e poderá nomear um vice-presidente.

2. A Comissão Executiva será responsável perante o Conselho e funcionará sob a direcção geral do Conselho. Terá os poderes e funções que lhe forem expressamente atribuídos pelo presente Acordo e os demais poderes e funções que o Conselho nela poderá delegar em virtude do parágrafo 9 do artigo XIII.

3. Os países exportadores com assento na Comissão Executiva terão o mesmo número total de votos que os países importadores. Os votos dos países exportadores serão entre estes repartidos da maneira que eles próprios decidirem, sob condição de que nenhum país exportador detenha mais de 40 por cento do total dos votos dos países exportadores. Os votos dos países importadores serão entre estes repartidos da maneira que eles próprios decidirem, sob condição de que nenhum país importador detenha mais de 40 por cento do total dos votos dos países importadores.

4. O Conselho estabelecerá o regulamento interno relativo ao processo de votação da Comissão Executiva e poderá estabelecer as demais cláusulas que entender apropriadas para o regulamento interno da Comissão Executiva. Uma decisão da Comissão Executiva deverá ser tomada por maioria de votos igual à exigida pelo presente Acordo do Conselho quando este tomar uma decisão sobre questão semelhante.

5. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que não for membro da Comissão Executiva poderá participar, sem direito de voto, na discussão de qualquer questão apresentada à Comissão Executiva, sempre que esta considerar que os interesses desse país estão em causa.

ARTIGO XV

A Comissão Consultiva das Equivalências de Preços

O Conselho estabelecerá uma Comissão Consultiva das Equivalências de Preços, composta por representantes de três países exportadores e de três países importadores. A Comissão dará o seu parecer ao Conselho e à Comissão Executiva sobre as questões a que se referem os parágrafos 4, 5 e 6 do artigo VI e sobre as demais questões que o Conselho ou a Comissão Executiva poderão apresentar-lhe. O presidente da Comissão será nomeado pelo Conselho.

ARTIGO XVI

O Secretariado

1. O Conselho disporá de um Secretariado, composto por um secretário e pelo pessoal necessário para os trabalhos do Conselho e das suas comissões.

2. O Conselho nomeará o secretário e determinará as atribuições deste.

3. O pessoal será nomeado de conformidade com o regulamento estabelecido pelo Conselho.

ARTIGO XVII

Disposições financeiras

1. As despesas das delegações no Conselho, dos representantes na Comissão Executiva e dos representantes na Comissão Consultiva das Equivalências de Preços serão cobertas pelos Governos representados. As outras despesas provocadas pela administração do presente Acordo, inclusive as do Secretariado e qualquer remuneração que o Conselho decidir conceder ao seu presidente ou ao seu vice-presidente, serão cobertas por meio de quotização anual dos países exportadores e dos países importadores. A quotização de cada um desses países para cada ano agrícola será fixada em proporção com as suas quantidades garantidas relativamente ao total das vendas ou das compras garantidas no início do dito ano agrícola.

2. Na primeira sessão a seguir à entrada em vigor do presente Acordo o Conselho votará o seu orçamento para o período que termina em 31 de Julho de 1954 e estabelecerá a quotização de cada país exportador e de cada país importador.

3. O Conselho, na primeira sessão do 2.º semestre de cada ano agrícola, votará o seu orçamento para o ano agrícola seguinte e estabelecerá a quotização de cada país exportador e de cada país importador para o dito ano agrícola.

4. A quotização inicial de qualquer país exportador e de qualquer país importador que tiver acesso ao presente Acordo, de conformidade com as disposições do artigo XXI, será fixada pelo Conselho, tomando por base a quantidade garantida que esse país detiver e o período restante do ano agrícola em curso; todavia, as quotizações fixadas para os outros países exportadores e para os outros países importadores para o ano agrícola em curso não serão modificadas.

5. As quotizações são exigíveis logo que estejam fixadas. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que omitir liquidar o quantitativo da sua quotização no ano que se seguir ao estabelecimento desta perde o direito de voto até ser liquidada a dita quotização, mas não fica privado dos outros direitos que o presente Acordo lhe confere nem liberto das obrigações que este lhe impõe. Se um país exportador ou um país importador for destituído do seu direito de voto nos termos do presente parágrafo, os votos serão de novo distribuídos, de conformidade com as disposições do parágrafo 12 do artigo XIII.

6. O Conselho publicará em cada ano agrícola uma conta certificada das receitas apuradas e das despesas efectuadas durante o ano agrícola precedente.

7. O Governo do país onde estiver situada a sede do Conselho concederá isenção de impostos sobre os vencimentos pagos pelo Conselho ao seu pessoal; todavia, esta isenção não se aplicará aos nacionais do dito país.

8. O Conselho, antes da sua dissolução, tomará todas as disposições para a liquidação do seu passivo e entrega do seu activo e arquivos.

ARTIGO XVIII

Cooperação com outras organizações intergovernamentais

1. O Conselho poderá tomar todas as disposições convenientes para assegurar a troca de informações e a cooperação necessárias com os organismos competentes e as instituições especializadas das Nações Unidas,

assim como com outras organizações intergovernamentais.

2. Se o Conselho verificar que qualquer disposição do presente Acordo é materialmente incompatível com obrigações que as Nações Unidas, os seus organismos competentes e as suas instituições especializadas podem estabelecer em matéria de acordos intergovernamentais sobre produtos, essa incompatibilidade será considerada circunstância prejudicial ao bom funcionamento do presente Acordo e aplicar-se-á o processo prescrito nos parágrafos 3, 4 e 5 do artigo XXII.

ARTIGO XIX

Contestações e reclamações

1. Qualquer contestação relativa à interpretação ou à aplicação do presente Acordo que não for solucionada por meio de negociações será apresentada ao Conselho para decisão, a pedido de qualquer país exportador ou de qualquer país importador parte no litígio.

2. Sempre que uma contestação for apresentada ao Conselho em virtude do parágrafo 1 do presente artigo, quer a maioria dos países quer um grupo de países que detenha um terço, pelo menos, do total dos votos poderão pedir ao Conselho, depois de discussão completa, que solicite a opinião da comissão consultiva mencionada no parágrafo 3 do presente artigo antes de dar a conhecer a sua decisão.

3. (a) Salvo decisão em contrário do Conselho, tomada por unanimidade, esta comissão será composta por:

- (i) Dois membros designados pelos países exportadores, sendo um deles possuidor de grande experiência de questões análogas à que estiver em litígio e o outro de autoridade e experiência em matéria jurídica;
- (ii) Dois membros, com as qualificações acima, designados pelos países importadores;
- (iii) Um presidente escolhido por unanimidade pelos quatro membros nomeados nos termos de a) e de b), ou, em caso de desacordo, pelo presidente do Conselho Internacional do Trigo.

b) Poderão nacionais de países cujos Governos forem partes no presente Acordo ser habilitados a ter assento na comissão consultiva, e os membros que forem nomeados para a comissão consultiva actuarão pela sua capacidade pessoal e sem receberem instruções de nenhum Governo.

c) As despesas da comissão consultiva ficarão a cargo do Conselho.

4. A opinião da comissão consultiva e os seus fundamentos serão submetidos ao Conselho, que resolverá o litígio depois de ter tomado em consideração todos os elementos de informação convenientes.

5. Qualquer queixa segundo a qual um país exportador ou um país importador não cumpriu as obrigações impostas pelo presente Acordo será apresentada ao Conselho, a pedido do país autor da queixa, para que o Conselho tome decisão na matéria.

6. Nenhum país exportador ou nenhum país importador poderá ser considerado culpado de infracção ao presente Acordo senão pela maioria dos votos detidos pelos países exportadores e pela maioria dos votos detidos pelos países importadores. Qualquer verificação de uma infracção ao presente Acordo cometida por um

país exportador ou um país importador deverá enunciar a natureza da infracção e, se essa infracção comportar uma falta desse país relativamente à sua quantidade garantida, a extensão dessa falta.

7. Se o Conselho verificar que um país exportador ou um país importador cometeu uma infracção ao presente Acordo, poderá, pela maioria dos votos detidos pelos países exportadores e pela maioria dos votos detidos pelos países importadores, quer privar o país em questão do seu direito de voto até ter cumprido as suas obrigações, quer excluí-lo do Acordo.

8. Se um país exportador ou um país importador for destituído do seu direito de voto em virtude do presente artigo, os seus votos serão distribuídos de novo segundo as disposições do parágrafo 12 do artigo XIII. Se um país exportador ou um país importador for declarado em falta por toda ou parte da sua quantidade garantida, ou for excluído do presente Acordo, as quantidades garantidas restantes serão ajustadas segundo as disposições do artigo IX.

QUINTA PARTE

Disposições finais

ARTIGO XX

Assinatura, aceitação e entrada em vigor

1. O presente Acordo estará aberto até 27 de Abril de 1953, inclusive, à assinatura dos Governos dos países que figuram nos anexos A e B do artigo III.

2. O presente Acordo será submetido à aceitação dos Governos signatários, de conformidade com os seus processos constitucionais respectivos. Sob reserva das disposições do parágrafo 4 do presente artigo, os instrumentos de aceitação serão depositados junto do Governo dos Estados Unidos da América até 15 de Julho de 1953, o mais tardar, entendendo-se todavia que, para os fins do presente artigo, se considerará como aceitação em 15 de Julho de 1953 uma notificação dirigida por qualquer Governo signatário ao Governo dos Estados Unidos da América, antes de 15 de Julho de 1953, a comunicar a intenção de aceitar o presente Acordo e seguida do depósito do instrumento de aceitação em execução dessa intenção até 1 de Agosto de 1953, o mais tardar.

3. Sob condição de que os Governos de países que figuram no anexo A do artigo III e responsáveis por 50 por cento, pelo menos, das compras garantidas, e de que os Governos de países que figuram no anexo B do artigo III e responsáveis por 50 por cento, pelo menos, das viendas garantidas tenham aceite o presente Acordo na data de 15 de Julho de 1953, as primeira, terceira, quarta e quinta partes do presente Acordo entrarão em vigor em 15 de Julho de 1953, e a segunda parte em 1 de Agosto de 1953, para os Governos que tiverem aceite o Acordo.

4. Qualquer Governo signatário que não tiver aceite o presente Acordo na data de 15 de Julho de 1953, de conformidade com as disposições do parágrafo 2 do presente artigo, poderá obter do Conselho, depois dessa data, uma prorrogação do prazo de depósito do seu instrumento de aceitação. As primeira, terceira, quarta e quinta partes do presente Acordo entrarão em vigor, para esse Governo, na data do depósito do seu instrumento de aceitação, e a segunda parte do presente Acordo entrará em vigor, quer na data de 1 de Agosto de 1953, quer na data do depósito do seu instrumento de aceitação, se esta última for posterior.

5. O Governo dos Estados Unidos da América notificará a todos os Governos signatários cada assinatura e cada aceitação do presente Acordo.

ARTIGO XXI

Acesso

O Conselho, pela maioria dos dois terços dos votos manifestados pelos países exportadores e dos dois terços dos votos manifestados pelos países importadores, poderá aprovar o acesso ao presente Acordo de qualquer Governo que ainda não seja parte nele e estabelecer as condições desse acesso; entendendo-se, todavia, que o Conselho não aprovará o acesso de nenhum Governo nos termos do presente artigo, a não ser que, simultaneamente, aprove ajustamentos das quantidades garantidas nos anexos A e B do artigo III de conformidade com as disposições do parágrafo 3 do artigo XI. O acesso realizar-se-á pelo depósito de um instrumento de acesso junto do Governo dos Estados Unidos da América, que notificará cada um desses acessos a todos os Governos signatários e a todos os Governos acidentes.

ARTIGO XXII

Duração, emenda, retirada, termo

1. O presente Acordo estará em vigor até 31 de Julho de 1956, inclusive.

2. O Conselho dirigirá aos países exportadores e aos países importadores, no momento que entender oportunuo, recomendações a respeito da renovação ou substituição do presente Acordo.

3. O Conselho, pela maioria dos votos detidos pelos países exportadores e pela maioria dos votos detidos pelos países importadores, poderá recomendar aos países exportadores e aos países importadores uma emenda ao presente Acordo.

4. O Conselho poderá fixar o prazo no qual qualquer país exportador e qualquer país importador notificará ao Governo dos Estados Unidos da América a sua aceitação ou a sua rejeição da emenda. A emenda tomará efeito a partir da sua aceitação pelos países exportadores que detenham os dois terços dos votos dos países exportadores e pelos países importadores que detenham os dois terços dos votos dos países importadores.

5. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que não tiver notificado ao Governo dos Estados Unidos da América a sua aceitação de uma emenda na data em que esta tomar efeito, depois de ter feito por escrito ao Governo dos Estados Unidos da América o aviso prévio de retirada que o Conselho poderá exigir em cada caso, poderá retirar-se do presente Acordo no fim do ano agrícola em curso, mas não ficará por esse facto liberto de nenhuma das obrigações resultantes do presente Acordo e não executadas antes do fim do dito ano agrícola.

6. Qualquer país exportador que considerar que os seus interesses são gravemente comprometidos, quer pela não participação no presente Acordo, quer pela retirada de um país inscrito no anexo A ou no B do artigo III e responsável por mais 5 por cento das quantidades garantidas desse anexo, ou qualquer país importador que considerar que os seus interesses são gravemente comprometidos, quer pela não participação no presente Acordo, quer pela retirada de um país inscrito no anexo B do artigo III e responsável por mais de 5 por cento das quantidades garantidas desse anexo, poderá retirar-se do presente Acordo, fazendo por escrito um aviso prévio de retirada ao Governo dos Estados Unidos da América antes de 1 de Agosto de 1953.

7. Qualquer país exportador ou qualquer país importador que considerar que a sua segurança nacional estáposta em perigo pela abertura de hostilidades poderá retirar-se do presente Acordo, fazendo por escrito ao Governo dos Estados Unidos da América um aviso prévio de trinta dias.

8. O Governo dos Estados Unidos da América comunicará a todos os Governos signatários e acedentes qualquer notificação e qualquer aviso prévio recebidos nos termos do presente artigo.

ARTIGO XXIII

Aplicação territorial

1. Qualquer Governo, no momento da sua assinatura, da sua aceitação ou do seu acesso ao presente Acordo, poderá declarar que os seus direitos e obrigações nos termos do presente Acordo não se aplicarão a um qualquer ou ao conjunto dos territórios ultramarinos cujas relações externas estão colocadas sob a sua responsabilidade.

2. Com excepção dos territórios a respeito dos quais se tiver feito uma declaração, de conformidade com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, os direitos e obrigações que qualquer Governo assumir em virtude do presente Acordo aplicar-se-ão a todos os territórios cujas relações externas estão colocadas sob a responsabilidade do dito Governo.

3. Depois da sua aceitação ou do seu acesso ao presente Acordo, qualquer Governo poderá em qualquer momento declarar por meio de notificação ao Governo dos Estados Unidos da América que os direitos e obrigações que assumiu nos termos do presente Acordo se aplicarão a um qualquer ou ao conjunto dos territórios a respeito dos quais tiver feito uma declaração de conformidade com as disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

4. Por notificação de retirada feita ao Governo dos Estados Unidos da América, qualquer Governo poderá, no que respeita a um qualquer ou ao conjunto dos territórios ultramarinos cujas relações externas estão colocadas sob a sua responsabilidade, proceder a uma retirada separada do presente Acordo.

5. O Governo dos Estados Unidos da América comunicará a todos os Governos signatários e acedentes qualquer declaração ou notificação feitas em virtude do presente artigo.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus Governos respectivos, assinaram o presente Acordo nas datas que antecedem as suas assinaturas.

Feito em Washington, aos 13 de Abril de 1953, nas línguas inglesa, francesa e espanhola, fazendo fé igualmente os três textos e devendo o original ser depositado nos arquivos do Governo dos Estados Unidos da América, que dele transmitirá cópias devidamente certificadas a todos os Governos signatários e a todos os Governos acedentes.

Pela Austrália:

20 de Abril de 1953:

Percy C. Spender (com reservas).

Pela Áustria:

13 de Abril de 1953:

Max Loewenthal.

Pelo Reino da Bélgica:

13 de Abril de 1953:

Silvercruys. (Esta assinatura é válida pela União Económica Belgo-Luxemburguesa).

Pela Bolívia:

20 de Abril de 1953:

A. P. del Castillo.

Pelo Brasil:

24 de Abril de 1953:

Adolpho de Camargo Neves.

Pelo Canadá:

13 de Abril de 1953:

Mitchell W. Sharp.

Pelo Ceilão:

13 de Abril de 1953:

G. C. S. Corea.

Pela Costa Rica:

24 de Abril de 1953:

J. Rafael Oreamuno.

Por Cuba:

15 de Abril de 1953:

Aurelio F. Concheso.

Pela Dinamarca:

13 de Abril de 1953:

A. F. Knudsen.

Pela República Dominicana (*ad referendum*):

13 de Abril de 1953:

Dr. L. F. Thomen.

Pelo Equador (*ad referendum*):

17 de Abril de 1953:

B. Peralta P.

Pelo Egipto:

13 de Abril de 1953:

M. A. Zayed.

Pelo Salvador:

27 de Abril de 1953:

Carlos A. Síri.

Pela França:

13 de Abril de 1953:

H. Bonnet.

Pela República Federal da Alemanha:

21 de Abril de 1953:

Dr. Heinz Krekeler.

13 de Abril de 1953:

Dr. Kurt Haefner.

Pela Grécia:

23 de Abril de 1953:

C. P. Caranicas.

Pela Guatemala:

13 de Abril de 1953:

Guillermo Toriello.

Pelo Haiti:

13 de Abril de 1953:

Alain Turnier.

Pelas Honduras:

23 de Abril de 1953:

José A. Monge.

Pela Islândia:

27 de Abril de 1953:

Thor Thors.

Pela Índia:

17 de Abril de 1953:

I. J. Bahadur Singh.

Pela Indonésia:

27 de Abril de 1953:

Ali-Sastroamidjojo.

Pela Irlanda:

24 de Abril de 1953:

John J. Hearne.

Por Israel:

21 de Abril de 1953:

Abba Eban.

Pela Itália:

13 de Abril de 1953:

Alberto Tarchiani.

Pelo Japão:

13 de Abril de 1953:

Ryuji Takeuchi.

Pelo Líbano:

14 de Abril de 1953:

Saeb Jaroudi.

Pela Libéria:

13 de Abril de 1953:

J. Samuel O. Coleman.

Pelo México:

23 de Abril de 1953:

Manuel Tello.

Pelo Reino dos Países Baixos:

13 de Abril de 1953:

J. H. van Rijen.

Pela Nova Zelândia:

27 de Abril de 1953:

L. K. Munro.

Pela Nicarágua (*ad referendum*):

21 de Abril de 1953:

Guillermo Sevilla-Sacasa.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 10 de Julho de 1953. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Jodo Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Águedo de Oliveira — Adolfo Jo Amaral Abrantes Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.

21 de Abril de 1953:

Alfredo Arilés G.

Pelo Reino da Noruega:

20 de Abril de 1953:

Johan Cappelen.

Pelo Panamá:

24 de Abril de 1953:

R. M. Heurtematte.

Pelo Peru:

27 de Abril de 1953:

C. Donayre (com reservas).

Pela República das Filipinas:

13 de Abril de 1953:

José Teodoro Jr.

13 de Abril de 1953:

Urbano A. Zafra.

Por Portugal:

15 de Abril de 1953:

L. Esteves Fernandes.

Pela Arábia Saudita:

21 de Abril de 1953:

Mohammed Muhtasib.

Pela Espanha:

24 de Abril de 1953:

José F. de Lequerica.

Pela Suécia:

17 de Abril de 1953:

M. von Wachenfelt.

Pela Suíça:

13 de Abril de 1953:

Charles Bruggmann.

Pela União Sul-Africana:

21 de Abril de 1953:

G. P. Jooste.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Pelos Estados Unidos da América:

13 de Abril de 1953:

True D. Morse.

16 de Abril de 1953:

Ezra Taft Benson.

Pela Venezuela (*ad referendum*):

27 de Abril de 1953:

César González.